
DU RÉFORMISME À L'OPPOSITION EXTRA- PARLEMENTAIRE

*Construire le camp du peuple
et sortir de l'impuissance politique*

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	p. 3
I. DU RÉFORMISME À L'OPPOSITION EXTRA-PARLEMENTAIRE.....	p. 7
1. L'hégémonie réformiste	p. 9
2. Le camp révolutionnaire gangrené par le réformisme.....	p. 17
3. Créer le camp du peuple — unir les communistes.....	p. 22
4. Construire l'opposition extra-parlementaire	p. 25
5. Les objectifs de l'opposition extra-parlementaire.....	p. 28
6. Les bases de l'unité existent aujourd'hui	p. 31
II. ANNEXES.....	p. 33
1. L'État d'urgence : une forme nouvelle de répression?	p. 35
2. Raffineries et farce de la démocratie	p. 40
3. Prolétaires sous l'uniforme?	p. 44
4. Les cendres encore chaudes de la 1 ^{re} Guerre mondiale	p. 47
5. Mélenchon, entre l'absentéisme, la métapolitique et l'impérialisme	p. 53
6. Pas d'unité avec les agents de la bourgeoisie!.....	p. 58
7. Colonialisme et crime contre l'humanité	p. 62
8. Les communistes ne rampent pas devant la parodie de démocratie des bourgeois	p. 72
9. Le social-chauvinisme d'Alexis Corbière est une négation des crimes coloniaux	p. 78

10. Épouvantail fasciste, fantasme et réformisme p. 82
11. Guyane : le bal des impérialistes..... p. 91
12. Match retour Poutou-Bourgeoisie: 0-2 p. 94
13. Dernière ligne droite avant les élections p. 98

PRÉFACE

Octobre 2023

Nous ré-éditons ici notre brochure *Du réformisme à l'opposition extra-parlementaire*, datant d'avril 2017, accompagnée d'articles la précédant et lui étant relatifs.

Ces textes ont été parmi les premiers produits par notre organisation (créée en février 2016), alors que se profilaient les élections présidentielles de 2017. L'actualité sur laquelle ils exposaient nos conceptions est refroidie depuis longtemps et leur rhétorique est partiellement désuète. Pourtant, ces conceptions, elles, n'ont pas vieilli dans notre contexte français. Si leur forme est dépassée, ces documents sont selon nous toujours pertinents dans leur fond.

Cette édition vise à rendre compte autant de nos évolutions que de nos constantes, depuis *l'Unité communiste de Lyon* jusqu'à *Unité communiste*. Nos positions ne sont plus mot pour mot celles qu'elles étaient il y a maintenant plus de 5 ans (notamment sur l'applicabilité actuelle de la tactique de boycott des élections), cependant, nous pensons que ces documents restent à lire aujourd'hui.

Le réformisme et ses corollaires, le social-chauvinisme et l'opportunisme, sont toujours hégémoniques en France. Notre réponse n'en est donc pas moins impérative aujourd'hui : la lutte idéologique et politique pour la construction d'une opposition extra-parlementaire authentiquement communiste.

I. DU RÉFORMISME À L'OPPOSITION EXTRA- PARLEMENTAIRE

1. L'HÉGÉMONIE RÉFORMISTE

En cette veille d'élection, le constat est sans appel, le réformisme est la force principale au sein de la société. Les organisations évoluant dans un cadre strictement borné par la démocratie bourgeoise sont majoritaires, hégémoniques.

À cela, pas de surprise. À l'heure actuelle, il n'existe pas de pôle révolutionnaire au sein de l'État français suffisamment influent pour que ses idées agissent sur la société. De plus, la spontanéité des masses se tourne vers la réforme, l'amélioration du quotidien, de la vie de tous les jours, vers l'économisme. Dépasser ce stade demande plus que le vécu individuel, que le regard au niveau de l'horizon ; cela demande une prise de hauteur, apportée par la théorisation, par l'idéologie politique.

Il s'agit d'un travail à part entière. Tant que les forces révolutionnaires — au sens très large — ne le font pas d'une manière efficace, il n'y a lieu de s'étonner de l'hégémonie réformiste. Pester, reprocher aux masses cela, ce serait faire un fort mauvais procès. Les thèses révolutionnaires, seuls les révolutionnaires sont en mesure de les apporter.

Or, elles sont faibles et dispersées.

Profitant de ce vide, particulièrement en période d'élection, certaines organisations prétendent être les porte-étendards de la révolution. Ces organisations sont essentiellement bâties autour des conceptions trotskistes : *Lutte ouvrière* (LO), le *Nouveau parti anticapitaliste* (NPA), *La France insoumise* (FI).

Elles se caractérisent par un discours au vernis radical, mais par une position politique foncièrement droitière, menchevique, réformiste, trade-unioniste — au mieux —, sociale-chauvine — au pire.

À celles-ci, il serait possible d'accoler, dans une certaine mesure, le dauphin du *Parti socialiste* (PS), Benoît Hamon. Bien que ne surfant pas sur l'image du révolutionnaire, son discours sur le salaire universel, vaste arnaque, s'adressait à un public cible très à gauche tout en satisfaisant les désirs des plus libéraux.

Lutte ouvrière et le *Nouveau parti anticapitaliste* possèdent un code génétique relativement similaire. Leur ascendance trotskiste donne naissance à certaines similitudes que la « scissionniste » trotskiste n'a pas effacée.

Elles se basent toutes sur un constat similaire, issu du *menchevisme* de Trotski : la révolution est impossible à l'heure actuelle. C'est un des facteurs de la théorie de la révolution mondiale de Trotski. Elle se base sur l'idée qu'il n'est possible de construire le socialisme qu'à l'échelle mondiale. Son corollaire est qu'il est donc nécessaire d'attendre la présence de tous dans les *starting-blocks* de la révolution. Comme cela n'a pas lieu, du fait des inégalités de développement du capitalisme dans le monde, en attendant, ces organisations font du réformisme. Cette attente trouvait, un temps, une excuse dans le poids de l'URSS, dont ces organisations ont célébré la chute. Désormais privées de leur excuse favorite, elles en cherchent d'autres, dont le « reflux du mouvement ouvrier », éternel, intangible, justifiant tout.

Le deuxième aspect est celui du programme de transition. Les masses selon ces organisations — mais elles ne sont pas les seules — ne sont pas en mesure de comprendre la nécessité stratégique de la révolution. Il est essentiel, pour ne pas les effrayer, de n'en parler qu'à mots couverts. Par contre, le programme se fait sur la base de revendications impossibles à satisfaire sous le capitalisme, mais qui ne le remettent pas fondamentalement en cause. L'exemple typique est « l'interdiction des licenciements », foncièrement incompatible avec le fonctionnement du libéralisme et du capitalisme, avec son caractère vacillant, mais qui n'est pas une négation de ce mode de production. Dans la même veine, les « nationalisations démocratiques sous contrôle ouvrier », impossible à mettre en œuvre sans la contrainte la plus sévère sur la bourgeoisie. Ni possibilité d'obtenir ceci sous la dictature de la bourgeoisie, ni socialisme. Un entre-deux qui amène, invariablement à l'échec et à la désespérance. La construction du rapport de force se nourrit de victoires, non de cul-de-sac. D'autant plus que cette position tend à faire stagner le niveau de conscience politique, à le tirer en arrière, à le maintenir dans la charrette réformiste, voir à combattre les éléments les plus avancés, les plus révolutionnaires.

Le dernier aspect commun, surtout marqué au sein du NPA, est le centrisme. Ce centrisme permet à la fois de concilier l'inconciliable mais également de rejeter toute prise de position claire. Ainsi, le NPA, peut à la fois faire des meetings et des manifestations avec des organisations hostiles à la cause kurde, sur le dossier de la Syrie, mais également saluer la lutte du peuple kurde. Cet aspect à double face, cette absence de physionomie, est un trait majeur du trotskisme. Le « ni-ni », « ni vote ni abstention », « ni paix ni guerre » suit la même ligne. Il s'agit toujours de ne pas définir de ligne, de rester flou vague, de racoler le plus largement. Dans les faits, ce vide entre deux positions sert systématiquement la position la plus libérale, la plus droitière, que seule la fermeté peut combattre.

Lutte ouvrière, pour revenir dans le vif du sujet, est, comme son nom l'indique, marquée par un ouvriérisme caricatural. Cela consiste à rester fondamentalement collé au ras du sol d'un point de vue idéologique, de rester dans l'économisme le plus plat, de soutenir chaque lutte sociale, même réactionnaire, sous le prétexte qu'il faut unir tous les travailleurs. Aux yeux de LO, avant d'être le valet de la bourgeoisie, le policier, la policière, est un ou une prolétaire. Ceci était l'argument-massue de cette organisation dans son soutien aux manifestations de la Police, lesquelles demandaient, en somme, le droit de tuer impunément.

Dans la pratique, cela se traduit par le fait de ne pas vouloir poser la moindre question qui puisse faire clivage — féminisme, luttes de libération nationale, antifascisme — pour maintenir « l'unité de la classe ouvrière. » Cela revient à tenter systématiquement une synthèse entre les positions droitières, réactionnaires et les positions progressistes. Cela revient à un opportunisme de bas étage. Au lieu de faire avancer idéologiquement les questions, d'isoler la droite et de soutenir la gauche, LO applique la recette, évoquée plus haut, du centrisme : unir, rassembler, nier les clivages.

Le programme suit parfaitement cette logique : tout en dénonçant le patronat, la candidate de *Lutte ouvrière* ne pose que des revendications économiques, plates. Hausse des salaires, baisse du temps de travail.

La question du pouvoir, la question de la dictature du patronat n'est à aucun moment réellement évoquée. Derrière cela se trame toujours l'héritage génétique du programme de transition. LO n'ose pas parler de révolution, maintient un cap réformiste, petit-bourgeois. Ainsi, en dernière instance, c'est le passage par les urnes qui forme l'architecture de sa stratégie.

Le NPA pousse un peu plus loin la logique. Si LO évoque fatalement une secte, le NPA se joue, au contraire, sur une façade joliment peinte, avenante, jeune et radicale. Pourtant, idéologiquement parlant, la distance est relativement faible entre les deux branches du trotskisme.

L'économisme, le trade-unionisme, du NPA donnent à celui-ci un programme tout aussi digne d'un super-syndicat, mais ne répondant pas aux questions politiques.

Ainsi, le texte du tract appelant au meeting de Vénissieux du mardi 11 avril 2017, les titres des trois premiers points sont éloquentes :

1. Interdire les licenciements, partager le temps de travail, fixer le SMIC à 1 700 € net.
2. Réquisitionner les banques et les grandes entreprises, planifier l'économie pour éviter la catastrophe climatique.
3. Donner le contrôle à celles et ceux qui font tourner la société.»

Comment ? Jamais le tract de le mentionne. Comment vaincre l'opposition de la bourgeoisie, laquelle accepterait sans broncher les décisions des votants ? Incroyable naïveté ou mensonge assumé.

Le tract lui-même se tire une balle dans le pied en clamant : « le débat est ennuyeux car il fait l'impasse sur les solutions radicales qu'il faut mettre en place pour sortir de la crise. » *In fine*, la solution du NPA ? Votons.

En revanche, tandis que *Lutte ouvrière* est particulièrement avare de commentaires sur le sujet, ou alors avec une maladresse terrible, le *Nouveau parti anticapitaliste*, quant à lui, est particulièrement proluxe sur les sujets de société. Ainsi, la question des violences policières, des luttes LGBT+, du racisme, est régulièrement évoquée. Cela contribue à son caractère d'organisation de la jeunesse réformiste-radical.

Dans la lignée trotskiste, le NPA reste profondément lié à la social-démocratie, qu'il essaie inlassablement de tirer vers la gauche, de radicaliser, sans comprendre la nature de classe de celle-ci. C'est un des aspects qui ont fait que Philippe Poutou s'est montré particulièrement conciliant avec Benoît Hamon au cours des débats, ainsi qu'avec son concurrent direct : Jean-Luc Mélenchon.

Cette organisation sort d'une période où elle était au creux de la vague. Elle a, en effet, connu maints déboires durant le début de cette campagne : Difficulté de réunir les parrainages, manque de cohésion interne, manque d'unité de volonté lié au fonctionnement en tendances et en fractions.

Une fois franchi le goulot d'étranglement des signatures, une fois franchis les premiers déboires, cette organisation a réussi quelques coups d'éclat. Cependant, cet allant, cet entrain, avec lesquels Philippe Poutou se lance dans la course, ne peut faire oublier le fond de l'affaire : la course est truquée et le NPA ne dénonce pas ce truquage.

Les militants du NPA ont beau clamer le contraire, dire que « en leur for

intérieur», ils et elles sont pour la révolution, le discours tenu vers les masses n'est pas en conformité avec ce désir. La communication politique de l'organisation amène même vers le sens inverse. Aspect révélateur, dans la pétition, lancée pour l'accès à la présidentielle de leur candidat, les héritiers de la Ligue ne dénoncent pas la démocratie bourgeoise. Ils et elles dénoncent le fait que l'élection se placerait sous le signe du «recul démocratique» si jamais Philippe Poutou ne pouvait participer. A contrario, cela signifie que sa présence entraîne, mécaniquement, une avancée démocratique. Cela contribue donc à accorder un semblant de légitimité au jeu pourri.

Le quatrième mur, celui de la dénonciation de la démocratie bourgeoise, n'est toujours pas brisé. La pièce de théâtre continue.

La France insoumise — dirigée par Jean-Luc Mélenchon — est un cas de figure autre. Elle franchit avec entrain et panache une ligne de démarcation essentielle : celle du chauvinisme. Celui de Mélenchon est outrancier, furieux, débridé. *La France insoumise* est ainsi titulaire d'une triple de fautes.

Premièrement, comme chez les deux précédents, l'économisme plat. Les changements proposés par la clique de Mélenchon sont du domaine du détail, toujours la même ritournelle. Augmentation des salaires, sans prise en compte de l'inflation, réduction du temps de travail, amélioration de la protection sociale, etc.

La politique, quant à elle, est un mélange de messianisme et de programme de transition. Comment une VI^e République aboutirait-elle à autre chose qu'à une constitution sanctionnant les rapports de forces au sein de la société ? Comment une limitation « morale » de la finance peut-elle être mise en œuvre sans recourir à la force ? Comment croire que des nationalisations amèneraient à autre chose qu'à un transfert de la propriété formelle des moyens de production à l'État, non au peuple ? La planification écologique, elle aussi, est une chimère. Elle n'est nullement applicable autrement que dans un système socialiste d'économie planifiée. Or, ce système, qui exige de briser le pouvoir de la bourgeoisie, Jean-Luc Mélenchon ne l'apporte pas, *La France insoumise* ne l'apporte pas.

Ce qu'apporte, en revanche, ce programme, c'est un immense appui aux menées impérialistes de la bourgeoisie la plus réactionnaire et la plus chauvine.

L'obsession de Mélenchon est toxique : celle d'une idée de l'État français comme d'un espace dominé, colonisé, par l'ennemi germanique et américain.

Dans sa conception du monde, non seulement *La France insoumise* ne reconnaît pas l'impérialisme français, mais elle souhaite l'acoquiner avec d'autres : le russe et le chinois. Dans un sens, Jean-Luc Mélenchon fait plus fort que Deng Xiaoping, il invente une nouvelle théorie des trois mondes. Un monde constitué d'une sphère germano-américaine — les superpuissances ; suivie d'une somme de puissances intermédiaires — France, Chine, Russie ; puis d'un Tiers-monde dont la France devrait, avec les BRICS, prendre le leadership.

Ainsi, pour citer son ouvrage, *L'ère du peuple* (2014) :

« Dès lors, quel crève-cœur de voir la France rabougri ! À cette heure notre République devrait se dresser de toute la hauteur de son peuple sur la scène du monde. Elle ne devrait pas être enfermée dans la servile allégeance aux États-Unis d'Amérique et à leur dangereuse politique impériale. Elle ne devrait pas être cette pauvre chose ballottée par les événements, tenue en laisse par M^{me} Merkel. »

Voici une illustration de la conception de ce triste sire, obsédé, tel un Foch, par le voisin d'outre-Rhin.

« Elle ne devrait pas vivre dans la gêne et sous le fouet d'une poignée de déclinistes payés pour la démoraliser et la faire douter d'elle. Au contraire elle devrait marcher aux avant-postes du nouvel âge de l'humanité qui se dessine sous nos yeux, être la cheville ouvrière d'une nouvelle alliance des peuples. »

En l'occurrence, c'est cette même France, celle qui impose des dirigeants, qui maîtrise le franc CFA, qui bombarde, qui exploite, qui vole, qui devrait, sans transformation aucune, prendre la tête de l'alliance mondiale des peuples heureux.

L'obsession de Mélenchon possède deux noms : OTAN et UE. En revanche, le capitalisme, l'impérialisme français ne sont jamais un réel problème.

L'économie de la mer, mise en avant par la FI, est une ode à la grandeur des Zones économiques exclusives de l'État français. Une ode à la possession territoriale, à la maîtrise des océans, à l'exploitation ou à la surexploitation des ressources halieutiques.

Toujours dans cet ouvrage de la main du chef :

« Et avec 11 millions de kilomètres carrés, il dispose du deuxième territoire maritime du monde, juste derrière les États-Unis d'Amérique ! Cet espace

représente plus de 16 fois notre territoire terrestre. La France continentale étale mille kilomètres de côtes. Mais 97 % du territoire maritime se situe dans les pays d'outre-mer si souvent regardés de haut ou délaissés par d'ignorants prétentieux.

Je suis consterné par l'indifférence qui règne face au potentiel que cette situation contient. La France a le quarante et unième territoire terrestre du monde. Mais en l'additionnant à son espace maritime, notre pays est un géant. Le sixième du monde, juste derrière le Brésil mais devant la Chine ou l'Inde ! Ce territoire s'est encore accru de 10 % dans les années 2000 sans tirer un coup de fusil. Cela parce que notre pays a pu remettre à temps à l'ONU les preuves scientifiques de la continuité physique des nouveaux territoires maritimes connus avec ceux déjà attribués aux Français !

Dès lors, sur cette nouvelle mappemonde, la France n'est pas la petite nation "occidentale" qu'a faite d'elle François Hollande en s'intégrant servilement aux politiques de l'empire nord-américain. C'est une puissance à vocation universaliste, présente sur les cinq continents dans leur contexte maritime. Mais la présidence actuelle ne connaît rien au sujet et ne s'y intéresse pas.»

« En ce sens c'est une "nation universaliste". La France l'est d'une façon très physique. Elle est présente sur les cinq continents. Sa plus longue frontière est avec le Brésil, ce que l'on oublie car on néglige l'existence de l'immense et magnifique Guyane française. »

L'Empire ne court pas de grands risques avec les sociaux-chauvins de cette trempe.

Le protectionnisme et les accords bilatéraux sont, également, un chant de sirène destiné à appâter le chauvin et le naïf en économie. Se replier sur les liens néocoloniaux, se couper de la concurrence internationale, du capital apatride... Dans le fond, ce projet revient à tenter de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, de brimer, brider, ramener en arrière le capitalisme. La solution est pourtant non dans la contrition des lois du capitalisme, mais dans leur dépassement, vers le socialisme, vers le communisme.

Quant aux militants de la FI, une grande partie est très certainement de bonne foi. Tout comme la base du NPA, leur discours est souvent trois tons plus à gauche que la réalité du programme. À demi-mot, ils et elles admettent qu'il s'agit d'une ligne volontairement démagogue, chargée de rallier des suffrages. Ils et elles admettent le programme de transition, le discours sur l'UE et l'OTAN

comme n'étant nullement suffisants. En revanche, ce qui n'est jamais accepté, c'est l'accusation de chauvinisme et de nationalisme outrancier.

Celle-ci est systématiquement rejetée avec force. Pourtant, aucun texte ne permet de démontrer l'hostilité à l'impérialisme français de la FI, ni même la reconnaissance de son existence. À l'inverse, il existe une littérature, de la main même de Jean-Luc Mélenchon, qui stipule l'inverse. La lecture de *Le hareng de Bismarck* (2015) et de *L'ère du peuple* est — à ce titre — instructive.

Cette frilosité à l'égard de la critique de gauche rend, par ailleurs, la communauté des zéloteurs de Mélenchon particulièrement agressive et hostile.

Négation de la dictature du patronat, négation du caractère truqué des élections, négation du caractère de classe de l'État, économisme et programme de transition. Voici ce qui trace le pentacle du réformisme radical.

2. LE CAMP RÉVOLUTIONNAIRE GANGRENÉ PAR LE RÉFORMISME

Que ces idées soient répandues dans la société, soit.

Ce qui devient plus grave, c'est qu'elles sont aussi, *in fine*, très présentes chez ceux qui, pourtant, se targuent de les rejeter.

Ainsi, même au sein des sphères idéologiquement anarchistes ou communistes, habituellement promptes à clamer leur idéologie révolutionnaire, la pression des élections entraîne un phénomène dialectique particulier. Tout comme, en géologie, la chaleur et la pression donnent naissance à des roches métamorphiques, ici, elle donne naissance à une chose d'une nature nouvelle. Les discours révolutionnaires se craquent, et, derrière leur vernis, réapparaît le fond réformiste. Quant à la radicalité, elle s'évanouit au profit du pragmatisme réformiste.

Pourquoi ?

Fondamentalement, la raison est un certain pragmatisme stratégique. Ce pragmatisme stratégique est articulé autour d'une idée maîtresse : l'idée que la stratégie s'accommode très bien de louvoisements incessants, qu'il est possible de pouvoir courir deux cibles en même temps. C'est là une faille de raisonnement majeure, laquelle aurait hérisé le poil de Clausewitz lui-même.

Ce pragmatisme stratégique est le reflet, dans une certaine mesure, d'un rapport étroitement individuel aux questions politiques : certains, ainsi, avancent qu'il est possible de participer et de militer pour les premiers et deuxièmes tours électoraux, mais également d'être présent pour le troisième tour social. Factuellement, ceci est vrai.

Cependant, les questions politiques ne sauraient se satisfaire d'un traitement individuel.

Ceux qui votent par dépit, quelle ligne tiennent-ils, tiennent-elles, devant les masses ? « Votez en bonne foi, si ça ne marche pas, on s'émeutera. » Cette ligne est non seulement fautive, mais toxique. Toxique car elle inféode les masses au bon vouloir des urnes, à ce jeu pourri et truqué. Ce discours flatte la démocratie bourgeoise, estime qu'elle peut déboucher sur une issue positive, qu'elle représente le pouvoir populaire. En somme, elle lui donne une légitimité

qu'elle ne devrait pas avoir.

Si Jean-Luc Mélenchon gagnait, demain, son programme serait inapplicable, comme l'était celui de François Hollande, pourtant outrancièrement modéré. Non pas par manque de volonté personnelle, non pas par lâcheté, mais tout simplement parce que le cadre ne le permet pas. Ce cadre est celui, dessiné par la bourgeoisie, pour satisfaire ses intérêts tout en maintenant la pression populaire à un niveau acceptable. Le résultat serait un gouvernement croupion des intérêts de la bourgeoisie, d'autant plus féroce dans sa répression des mouvements sociaux du fait que la bourgeoisie n'ait strictement aucun remords à le faire haïr.

Cette double stratégie ne correspond qu'à brouiller les pistes, à semer le désarroi et la démoralisation au sein des masses, à les guider vers l'abattoir social-démocrate. En un sens, elle ressemble au programme de transition comme un fruit pourri en ressemble à un autre.

Si, tactiquement, il est possible de se présenter à des élections, ceci ne saurait être compris autrement que comme un baromètre, un appui tactique, une tribune : dénoncer leur teneur, leurs cadres étroits, dénoncer le fait que le pouvoir réel est ailleurs. En l'occurrence, aucun candidat, aucune candidate ne le fait, toutes et tous respectent cet espace clos comme un lieu de démocratie.

Ce pragmatisme est également le reflet d'autre chose, d'une faille dans la solidité idéologique. Bien souvent, les lois objectives de la société, les lois du capitalisme, sont ravalées au rang de fétiches. Elles sont priées, elles bénéficient d'un culte, mais, dans le fond, elles sont perçues comme des superstitions, des croyances. La nature de classe de l'État, l'impossibilité de l'amender, la dictature de la bourgeoisie... ces concepts fondamentaux sont soudain relativisés, réduits, oubliés, en face de l'irruption du réel. Bien souvent, l'adhésion idéologique reste superficielle, la compréhension peu profonde, et cela se ramène à une sympathie pour tel ou tel courant, mais non au fait d'en devenir militant.

D'une part parce que ces faits absolus sont traités de manière relative, d'autre part parce que la pression, la peur, l'emporte sur la raison.

L'Éducation nationale fait un travail de qualité dans son formatage des esprits. La promotion du vote est un enjeu constant. En sixième, en seconde, la démocratie athénienne et la République romaine servent à légitimer la forme de gouvernement actuel comme étant les meilleures, issue de 2 000 ans de maturation. La Révolution française s'y adjoint, ainsi que d'autres chapitres,

pour enfoncer le clou : le système démocratique bourgeois n'est pas parfait, mais il est le meilleur. Tout ce qui s'en écarte emmène irrémédiablement vers cette nébuleuse dépolitisée nommée « totalitarisme. »

Faisant d'une pierre deux coups, elle imprime une image de terreur dans la tête de chaque écolier : le communisme est le mal, Hitler est égal à Staline, etc. Cet anticommunisme, bien imprégné, fournit une couche solide, efficace, pour prémunir la jeunesse contre l'adhésion aux idées communistes. Elle forme un des socles du cordon sanitaire, qui ne se retrouve pas contre le trotskisme et l'anarchisme.

L'Éducation civile — maintenant également morale — fait le reste : voter est l'acte démocratique suprême, celui qui couronne la vie politique, le seul légitime. Ne pas voter est un acte de trahison : celui qui ne vote pas perd tous ses droits de critiquer, il laisse le « mal » gagner.

Pourtant ce chantage produit sa propre contradiction. Début avril de cette année, l'*Unité communiste* a ainsi publié une brochure nommée *Dernière ligne droite avant l'élection*. Ce passage permet de répondre à cet argument :

« N'est-ce pas une splendide inversion de logique ? Si nous acceptons de jouer ce jeu truqué, en déclarant qu'il est valide, valable, qu'il est dans les règles, nous serions — là — moralement liés à son résultat. En d'autres termes, si nous jouons le jeu, nous devons en accepter l'issue.

Lorsque François Hollande fut élu, notre organisation n'existait pas encore. Mais ses militants portaient déjà ce mot d'ordre. La gauche qui a élu Hollande, Mélenchon y compris, avait donc donné sa voix, sa validation, à l'homme, au gouvernement, qui liquida le plus le Code du travail et la protection sociale dans la V^e République.

Quelle légitimité ces porteurs du fléau ont-ils à le critiquer après coup ?
Aucune.

Dans les publications de 2012, émises par nos militants, nous annonçons ce résultat. La bourgeoisie avait choisi Hollande comme son fer de lance. Le soutenir signifiait se compromettre avec lui. Voter signifiait accepter le jeu truqué. Voter signifiait donc le considérer comme légitime et démocratiquement élu.

Dans un placardage anti-électoral, daté de 1906, signé d'Albert Libertad :

“Le criminel c’est l’électeur”, les anarchistes pointaient du doigt, avec une rare raison, ce jeu truqué. Ce texte n’est pas vieilli, n’est pas obsolète. Il est encore un credo, moralisateur certes, mais, sur le fond, juste.

Nous ne jouons pas les jeux truqués de la bourgeoisie, nous ne leur donnons pas notre validation.»

De fait, ce travail de terrorisme civique est un exemple d’intelligence, il est un succès à tout point de vue et a su magnifiquement mouler les esprits. Il est le point de naissance de cette peur atavique qui s’empare de nombreux militants et militantes. De plus, il se marie parfaitement avec un autre aspect, celui de l’épouvantail frontiste.

La peur du *Front national* (FN) est tel que même des organisations communisantes appellent à lui faire barrage, en votant pour le candidat favori de la bourgeoisie lui-même, Emmanuel Macron. Ainsi, le tour de passe-passe, le chantage au vote utile, contre la droite et l’extrême droite, fonctionne. La balle est au centre.

L’ironie de la chose est d’autant plus palpable que la vérité, triste, est que chaque gouvernement, à peu de choses près, aura comme programme celui que les grands monopoles, les *trusts*, les cartels de la bourgeoisie choisiront pour elle ou lui. La marge de manœuvre est, d’une manière générale, tellement restreinte qu’elle en est inexistante en pratique.

D’autres formes de participation honteuses existent, souvent maquillées sous les ors du centrisme. Celles-ci mettant sur le même plan l’abstention et le vote, la participation au jeu des bourgeois et sa dénonciation. Dans le discours de ces organisations, ni l’un ni l’autre ne suffit. C’est une vérité que même les réformistes francs n’hésitent pas à tenir. Cependant, en mettant sur le même niveau la dénonciation du système démocratique bourgeois et la participation à ce jeu, cela revient à ne pas dénoncer le cadre de cette dernière et à la considérer tout aussi valable que la première.

Cela revient donc à ne pas dénoncer le système électoral pour ce qu’il est réellement, une mascarade, à ne pas poser politiquement les questions, à soutenir en sous-main les candidatures de certaines listes. C’est une manière parfaitement centriste d’aborder les choses.

Ceux et celles qui déclarent leur opposition au capitalisme, qui ont conscience de tout cela, qui militent contre ce système, mais qui acceptent ses règles et son

jeu, s'inféodent au réformisme.

Pourtant, il serait faux de se contenter de monter sur un piédestal et de clamer cela. Les organisations révolutionnaires ont leur part de responsabilité dans l'hégémonie réformiste. Étant les seules forces d'opposition réelles au capitalisme, à l'impérialisme, elles sont même dans une situation de responsabilité totale et absolue.

Ce qui fait la force du système capitaliste, ce n'est pas qu'il est — dans l'absolu — solide. Ce système est un colosse aux pieds d'argile, miné de contradictions internes, pourrissant et putréfié. Sa force est relative. Elle est relative à la faiblesse des organisations révolutionnaires.

La présence des idées réformistes, au sein des masses comme au sein des militants et militantes anticapitalistes, est le fruit de la faiblesse et de la désorganisation du camp révolutionnaire au sein de l'État français.

Comment reprocher à la bourgeoisie, à la petite-bourgeoise, à l'aristocratie ouvrière, aux réformistes de ne pas être contre le système électoral? Celui-ci sert particulièrement bien leurs intérêts, sert leur cause.

Seules les organisations révolutionnaires peuvent porter un discours révolutionnaire, il ne saurait surgir de la bouche de leurs ennemis, ni *ex-nihilo*.

3. CRÉER LE CAMP DU PEUPLE — UNIR LES COMMUNISTES

L'Unité communiste ne revendique nullement la paternité de cette idée. Elle a pour ambition d'apporter, en revanche, sa pierre à l'édifice. Les mouvements comme Génération ingouvernable, comme Nuit debout — dans une certaine mesure — ou comme Boycott 2017 se basent, fort probablement, sur un constat similaire.

Il est clair, il est limpide, que les militants et militantes anticapitalistes et anti-impérialistes ont besoin d'un centre. Celui-ci est à bâtir, il est manquant. Son rôle de centralisation, d'impulsion, son rôle d'expression politique manque.

La stratégie de *L'Unité communiste de Lyon* est la révolution socialiste. Elle est son objectif stratégique décisif, permettant de construire l'État prolétarien, de développer le socialisme, d'aller vers le communisme.

Cependant, il existe des étapes, des tactiques intermédiaires.

En l'état actuel des choses, au sein de l'État français, il existe un kaléidoscope d'organisations se revendiquant du communisme. Certaines sont inspirées par le révisionnisme khrouchtchévien, par le social-chauvinisme, d'autres sont sur une ligne qui rejette ces conclusions fausses et mortifères.

Déjà, quelque part, un premier tri s'opère entre ceux avec lesquelles il est possible de travailler à la construction d'une organisation et celles qui restent et qui resteront, *ad vitam aeternam*, des croupions du *Parti communiste français* (PCF).

Les forces qui se battent pour la naissance d'un parti communiste sont dispersées. Leurs rapports sont inégaux en intensité comme en qualité. Certaines débattent entre elles, d'autres se refusent à entretenir des liens. Certaines sont dans des conflits violents, tandis que d'autres sont en bons termes. Certains ont une portée à l'échelle de l'État français, entretiennent des liens internationaux. D'autres, à l'inverse sont sur des bases parfois locales — comme *L'Unité communiste de Lyon* — ou parfois même fondamentalement localistes. Elles peuvent être le fruit d'un héritage pesant tout comme être neuves. En somme chacune est le fruit d'une logique qui lui est propre, est dans une situation qui lui est propre.

Aux yeux de *L'Unité communiste de Lyon*, aucune ne peut, à l'heure actuelle,

assumer les tâches de partis. Cela évoque plus une période de cercles en cours d'unification. Cette étape est une étape qu'il est nécessaire de dépasser.

Dans ce cadre, l'*Unité communiste de Lyon* ne prétend pas être le centre autour duquel tout doit s'agglomérer, d'être le barycentre du militantisme communiste.

Comment cette étape peut être dépassée ?

- Par le travail mutuel, commun, tant théorique que pratique.
- Par une attitude de rejet du sectarisme, par la volonté de trouver les issues positives aux conflits.
- Par le débat mutuel, par le fait de tracer des lignes de démarcation minimales, suffisantes pour que le reste des controverses puisse avoir lieu au sein d'une seule organisation.

C'est pour cela que l'*Unité communiste de Lyon* est membre de l'*Unité des cercles communistes*, dans le but de dépasser cette étape, mais également de travailler avec sincérité.

Ce cadre de débat n'existe pas. Il est à bâtir. L'*Unité communiste de Lyon* souhaite constituer, tout d'abord dans son environnement proche, puis, par la suite, pour l'élargir, un *Cercle de recherche et d'initiatives matérialistes*. Non seulement pour permettre de lancer des initiatives, mais pour permettre de mutualiser, de centraliser les documents, les matériaux, ayant trait au marxisme et à ses continuateurs. Le but final étant de passer d'un cercle à un centre, lequel pourrait faire office de point de convergence.

L'*Unité communiste de Lyon*, ne saurait, ainsi, être hostile à une forme de conférence des organisations communistes de l'État français, dans le but de promouvoir une unité d'action, une rationalisation des efforts, et d'avancer sur le chemin de l'unification.

Dépasser l'étape actuelle permettrait d'atteindre un degré supérieur, celui de l'organisation politique. L'achèvement du processus d'unification, mais également le fait que les organisations en sortant puissent assumer les tâches d'un parti, cela clôturera cette période et permettra de déclarer la naissance du Parti communiste.

Ces tâches sont celles d'être le fer de lance de la lutte contre la bourgeoisie,

de diriger l'alliance des prolétaires et des classes opprimées vers le combat, d'être un point de ralliement pour les communistes et les sans-partis.

Pour l'*Unité communiste de Lyon*, cette organisation doit être en mesure de produire la synthèse la plus poussée de l'expérience du mouvement ouvrier, révolutionnaire, communiste. Cela passe par plusieurs lignes de démarcation, dont celle, essentielle, du rejet du révisionnisme, du réformisme, du trotskisme. L'*Unité communiste de Lyon* considère que les apports de Mao Zedong forment le sommet d'une pyramide idéologique. Cependant, elle considère qu'elle ne refuse aucun débat fait sur la base de l'honnêteté et de la sincérité, tant pour tremper au feu de la critique son idéologie que pour l'améliorer, l'épurer, la compléter.

C'est cette tâche qui est la plus centrale, la plus essentielle, la plus stratégique. Un long travail reste à fournir, avant que cette organisation ne naisse. Cela signifie-t-il, tant qu'elle n'existe pas, que l'attentisme doit régner? Non. D'autres fronts existent.

Le front idéologique est primordial. La bataille d'anéantissement idéologique est une tâche qui s'ouvre d'ores et déjà. Elle consiste en la recherche et l'affrontement avec les conceptions fausses, en la renaissance d'un débat de fond, d'un «broyeur à thèses erronées.» Cela explique la publication de *Pour en finir avec le mythe du PCF* (2017), ayant une volonté à être une première réponse à une première question «pourquoi l'*Unité communiste de Lyon* n'est pas au PCF?».

Les communistes s'adressent à toutes les classes. À leur base sociale, le prolétariat, mais y compris à la bourgeoisie progressiste et la petite-bourgeoisie, dont certains éléments peuvent être ralliés. Surtout, la science n'est plus entre les mains de la bourgeoisie pourrissante et réactionnaire, laquelle la déforme, la contraint, pour qu'elle ne contrarie pas ses projets. Les communistes doivent arracher la légitimité scientifique, démontrer la supériorité du matérialisme dialectique, du matérialisme-historique, dans tous les domaines, sciences humaines comme «dures.»

Cette tâche est importante, doit être poursuivie. Elle est essentielle pour faire avancer les débats autour de l'héritage théorique et idéologique. Elle est ce qui doit donner naissance à la théorie communiste la plus avancée, la plus actuelle, la plus adaptée à la situation de l'État français.

Ces débats, ces travaux, n'aboutiront pas avant un temps conséquent. Ils sont, là aussi, un pan de la stratégie. Cela signifie-t-il qu'il faille végéter en attendant des succès prochains?

4. CONSTRUIRE L'OPPOSITION EXTRA-PARLEMENTAIRE

L'opposition extra-parlementaire répond à un constat : la démocratie bourgeoise se borne strictement à l'idée que le vote est l'acte suprême, le seul légitime, le pinacle de la démocratie. Certes, certains réformistes progressistes concèdent qu'il est possible de doubler ceci d'une pointe de démocratie participative, mais cela reste aux plus bas échelons, sur des questions subsidiaires. Discuter la politique de défense ? Discuter le budget de l'État ? Non.

La bourgeoisie présente la démocratie comme un blanc-seing donné, tous les 5 ans, à un député voleur, à un président menteur, et dont il est de bon ton de se contenter. La démocratie, pour la bourgeoisie, se limite aux cadres étroits qu'elle décide, qu'elle impose, dont elle décrète la légitimité. Qu'importe si elle transgresse régulièrement sa propre légalité, elle joue à domicile en permanence.

Si les forces communistes sont déjà dispersées, que dire de celles de la nébuleuse anticapitaliste ? Cette masse, pourtant importante, est régulièrement victime de son isolement, régulièrement infectée par des thèses fausses, elle est battue dans le détail, écrasée par l'hégémonie culturelle, politique de la bourgeoisie. Cette nébuleuse, malgré ses oppositions, malgré ses différences, doit, dans ce front large, se rassembler.

L'opposition extra-parlementaire a pour idée de réclamer le contraire. La démocratie, réelle, c'est celle de la mobilisation des masses. C'est celle des assemblées populaires, c'est celle de la rue, des syndicats, des organisations politiques, révolutionnaires, antiparlementaires. La démocratie réelle se traduit par le fait que les masses prennent des décisions et sont en mesure de les exécuter. Dans la doxa bourgeoise, seuls les élus « légitime » peuvent s'exprimer publiquement, prendre position. Ce droit à l'expression, cette légitimité devront être arrachés.

Cette idée ne saurait être, à elle seule, la voie de la révolution. Dans l'État actuel des choses, elle représente une solution intermédiaire, un moyen, un premier point d'ancrage, une première marche vers la rupture avec la bourgeoisie et ses jeux truqués.

L'opposition est ouverte à tout ceux, toutes celles — individus comme organisations — qui se placent en rupture avec la démocratie bourgeoise. À partir du moment où l'engagement est mû par l'honnêteté, par la sincérité, par le respect des règles internes à l'opposition, de sa « légalité propre », en somme,

il n'existe pas d'obstacles à une adhésion.

Elle est un front commun contre l'exploitation, contre la domination, contre les divisions et diversions lancées par les ennemis du peuple. Elle est le premier rempart dans la période de défensive stratégique que traversent les classes populaires de l'État français.

Ses bases n'ont besoin que d'être minimales pour être efficaces :

Le rejet du sectarisme comme norme. L'Unité Communiste Lyon, ainsi que les structures dans lesquelles ses militants ont pu officier avant, peut en témoigner : l'anticommunisme, l'anti-léninisme n'est pas mort. Tandis que mille prétextes sont trouvés pour excuser les conflits avec les sociaux-démocrates de gauche, avec les trotskistes, entre les anarchistes, le léninisme continue d'être vu comme une horrible maladie. La formidable machine de propagande bourgeoise porte ses fruits : rendre ennemie l'idéologie de la liberté et de l'égalité. Pourtant, le travail commun existe, porte ses fruits, montre que la confiance et l'esprit d'unité, soudé par le travail de terrain, est un ciment plus efficace, plus juste, que les semblants d'affinités qui peuvent exister.

Le refus du parlementarisme, de la démocratie représentative comme étant des modes d'expression et de gouvernement légitimes. Le refus de l'accaparement du pouvoir par une poignée de politiciens professionnels, élus sur des mandats vagues et non contraignants.

Le rejet du crétinisme parlementaire, ce mode de prise de décision alambiqué, par l'amendement à la virgule, par le langage technocratique. Au contraire, les prises de décisions doivent être sur le fond, claires, simples et limpides aux yeux de toutes et tous.

Le respect des règles et de prises de décision, la lutte contre le sabotage interne, contre l'obstruction, contre le non-respect des mandats. La lutte contre l'entrisme, le noyautage, la récupération par des sous-marins de la politique.

Le rejet du capitalisme comme mode de production et d'organisation de la société. Bien évidemment, il ne s'agit nullement de défendre un retour au capitalisme « du bon vieux temps », ou d'un féodalisme périmé. Il s'agit d'abolir la propriété privée des moyens de production et de la remettre entre les mains des masses.

Le rejet de l'impérialisme, et, en premier lieu, l'impérialisme français.

L'opposition extra-parlementaire ne saurait tolérer de chauvins, sociaux ou non, soucieux d'accroître le « bien-être national » par l'invasion, l'annexion, la domination. Cela passe également par une reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ce y — compris au sein de « l'hexagone » et de ses dépendances.

L'indépendance de classe. Les balles sucrées de la bourgeoisie, qui corrompent, qui achètent, mais qui salissent et tuent aussi, sont un danger réel. Dépendre de la bourgeoisie, dépendre d'un de ses partis — qu'il soit réformiste radical ou non — signifie *in fine* se mettre à sa remorque. La liberté de ton, la liberté d'action ne doit dépendre que de la volonté et des forces objectivement disponibles. L'opposition ne doit pas dépendre des subsides, des subventions, de l'argent de la bourgeoisie et de ses relais. Elle ne doit compter que sur ses propres forces, ses propres ressources.

5. LES OBJECTIFS DE L'OPPOSITION EXTRA-PARLEMENTAIRE

Une unité, qu'elle rassemble anarchistes, libertaires, communistes, honnêtes et progressistes, doit permettre de fournir, vis-à-vis des masses, un autre discours. Dans le cas de ces élections, ce pôle aurait pu appeler à dénoncer, à boycotter ce jeu truqué. Il aurait pu avoir le poids suffisant pour être, à sa mesure, un acteur du débat, un intervenant politique, tout aussi légitime, aux yeux des masses qu'un candidat.

Ses formes restent à définir, cependant les questions qu'elle pose ne sont nullement insolubles avec un minimum de volonté, avec un minimum de travail sérieux.

Elle présente un double aspect : cette opposition doit être à la fois une « ligue » d'organisation, mais — en même temps — elle doit être plus que tout cela. Si elle peut être, au début, une conférence inter-organisation, mettant en œuvre un matériel commun, elle ne peut rester que cela. Sans évolution, elle reviendrait à être unitaire pour deux. Si l'opposition reste dans un entre-soi confortable, si elle ne quitte pas sa *safe-zone* pour devenir un pôle, elle s'effondrera. Il est essentiel d'être critique vis-à-vis des expériences similaires. Elles sont restées dans les universités, dans les centres-ville, dans les squats. Nombre de ces contestations n'ont pas fusionné avec les masses, sont restées sourdes à leur situation, à leurs revendications, à leur état d'esprit. Réussir cette transformation, cette fusion est la condition *sine qua non* du succès. Cette réussite permettra de forger un outil puissant, un bouclier, mais également une épée avec laquelle il sera possible de frapper la bourgeoisie et ses relais — progressistes ou réactionnaires.

L'expérience concrète du débat politique, de l'exercice, même limité, des tâches de direction, est une fantastique source d'expérience. De même, elle rentre dans la logique, par les liens, par les débats concrets qu'elle pose, de la bataille idéologique. Le travail commun formera un brise-lame pour nombre d'idées fausses. Nulle question ne doit être taboue en son sein. Notamment, celles, particulièrement épineuses, de la question nationale au sein de l'État français, mais également des contradictions au sein du peuple, que celles-ci soient autour des questions de la division genrée du travail, du patriarcat, du racisme, de la pratique religieuse, des idées réactionnaires ou arriérées.

De nombreux cadres, il est important d'être honnête sur ce point, ont fait leurs premières armes dans les assemblées générales majoritairement étudiantes. Ce

sont dans ces lieux de débat, d'échange, de confrontation, que se sont aiguisées nombre d'éminentes capacités d'exercice des tâches d'encadrement, d'agitation ou de propagande. Cependant, ces cadres sont bien souvent de parfaits représentants de la petite bourgeoisie, enthousiasmés par les idées révolutionnaires, mais rapidement effrayés par les évolutions qu'elles peuvent prendre, et qui, parfois, retournent purement et simplement leurs vestes, passant avec armes et bagages dans les rangs des carriéristes ou même de la réaction. C'est un bénéfice que peut apporter cette opposition. Elle doit être un creuset duquel naîtra une génération de militants et de militantes d'une trempe nouvelle, mais, également, issue des milieux populaires, prolétaires, ouvriers, et non plus simplement d'intellectuels de bonne volonté, aussi positive leur présence soit-elle.

À moyen terme, l'existence de cette structure peut permettre d'en faire un centre de gravité de l'hostilité contre le système capitaliste, contre l'impérialisme. Cela peut devenir un point d'appui essentiel, fédérant les oppositions, les unissant, y adjoignant ceux et celles qui veulent lutter.

À long terme, cet outil ne remplacera jamais, pour l'impulsion d'une révolution, le Parti. Pourtant, ce travail n'en est pas moins fondamental. Nombre d'organisations, se revendiquant du communisme, pourtant l'oublient, l'omettent, voir même l'écartent.

Ou ils oublient la démocratie populaire, oublient les soviets, et ne voient, dans la question du pouvoir, que leur ordre. Ceux-ci oublient les masses et n'ont pas confiance en elles pour se saisir politiquement des questions. Ces organisations et ces individus pensent que le Parti est tout, qu'il est l'alpha et l'oméga de la vie politique et de la révolution. Ceux-ci pêchent par leur autoritarisme, par leur aventurisme.

À l'inverse, d'autres les fétichisent à outrance, se mettent à la remorque, ne cherchent pas à apporter des conceptions politiques poussées, mais, au contraire, flattent la démagogie, les tendances réactionnaires, oublient que la lutte des classes et la lutte idéologique est partout, même au sein du peuple.

L'Unité communiste de Lyon considère son rapport à cette question de la manière suivante : à nos yeux, les deux sont nécessaires, le Parti, pour porter les mots d'ordre, pour impulser la ligne politique, pour fournir des cadres organisationnels. Les Soviets comme outils des masses populaires pour prendre en charge ces questions politiques, pour transformer, par leur capacité créatrice, ces mots d'ordre en réalité.

Ces *soviets* sont la base du pouvoir populaire, du pouvoir révolutionnaire. Plus ils grandiront en influence, plus ils seront à même de pouvoir contester la légitimité du pouvoir bourgeois, plus ils seront à même de pouvoir opposer la leur.

Ce sont des spéculations sur le long terme, mais ses fondements peuvent déjà être lancés. Il est même urgent qu'ils le soient.

6. LES BASES DE L'UNITÉ EXISTENT AUJOURD'HUI

Les bases de ce travail commun existent, les bases de l'unité, dans la pratique, existent. Les besoins, le désir de réaliser ceci existent. Les conditions pour la création de ce front de lutte sont toutes réunies à l'heure actuelle. Ne manque que l'unité de volonté, l'impulsion, l'étincelle. Hormis cela, rien ne s'oppose au fait de réaliser cette étape, d'entamer la route de la rupture avec la bourgeoisie et la forme d'État que celle-ci met en œuvre.

Les élections seront perdues par les masses populaires. Ce fait est inéluctable. Quel que soit le candidat ou la candidate qui accèdera à cette fonction. Dès la fin de ces élections, hormis la nouvelle parenthèse des législatives, les manigances vont reprendre. L'hydre de Lerne du *Parti socialiste*, de la social-démocratie, va tenter de faire repousser de nouvelles têtes, les maquillant d'un vernis gauchiste.

Les ramifications de ces organisations, de nouveau, vont tenter de s'implanter, de corrompre, de coopter les militants et militantes, les travailleurs et travailleuses, de se reconstituer, de redonner vie à leur corps épuisé par la défaite. Sans la possibilité de battre les idées fausses, les thèses pourries, celles-ci renaissent inlassablement, tel le flux et reflux de vagues. Des idées qui bercent d'illusions, de programmes de transitions, de révolutions permanentes et de grands soirs, qui n'ont lieu que dans les rêves. Tandis que, dans la pratique, ce sont les mêmes jeux, les mêmes cachoteries, les mêmes tractations qui reprennent, dans la mairie, dans les assemblées, dans les hôtels de région.

Et encore ! La situation actuelle est toujours celle d'un calme relatif, d'un ciel où les nuages sont épars. Des épreuves bien plus difficiles sont à prévoir, à l'avenir.

Que cela soit le risque de guerre internationale, du fait de l'affaiblissement relatif de la chape de plomb des USA, par la montée de nouveaux acteurs internationaux, par le recours à la force armée qui s'accroît au fur et à mesure que les impérialismes déclinants dévissent.

Dans ce cadre, quelle sera l'attitude d'un environnement militant marqué par l'hésitation ? Cent ans auparavant, la plus grande majorité des forces progressistes se sont associées aux projets criminels de l'impérialisme français. Il est fort possible que les sociaux-démocrates fassent de même, à nouveau, en ayant toujours à la bouche les notions de civilisation, de droit, d'universalité. Combien d'organisations — aujourd'hui se targuant d'être les fers de lance

de la révolution — accepteront les mots d'ordre, prendront faits et cause pour l'impérialisme ?

Les luttes sociales, même le fameux « troisième tour social » n'aboutiront à rien si ces événements ne débouchent pas sur une structure, ou ne trouvent pas de centre à épouser. Ce centre doit être bâti, en amont, pour que le camp du peuple puisse grandir, quantitativement puis qualitativement.

Ce camp n'est tout simplement pas prêt. Il est divisé, faible.

Ses tâches sont immenses, gigantesques, plus grandes que celle qu'il peut aligner aujourd'hui.

Le dilemme est simple : ou ce camp se hisse à la hauteur de ces tâches, ou il se résigne à vivre en croupion de l'impérialisme et du réformisme.

II. ANNEXES

1. L'ÉTAT D'URGENCE : UNE FORME NOUVELLE DE RÉPRESSION ?

Publié le 20 février 2016

A. UNE NOUVELLE CONCEPTION DE LA RÉPRESSION D'ÉTAT

Instauré à la suite des attentats du 13 novembre 2015, l'État d'Urgence a vocation à s'inscrire dans la durée. Pas forcément sous sa forme complète et totale, mais certains éléments ont visé à rester gravés dans la constitution et dans la loi.

Présenté comme une réponse exceptionnelle à une situation exceptionnelle, l'arsenal juridique mis en œuvre n'est pourtant pas enfant de l'urgence, mais découle bien d'une évolution dans la conception de ce qu'est la notion de « sécurité » et de « menace ».

Dans son histoire récente, l'État français n'a pas été déstabilisé ni débordé outre mesure par les mouvements sociaux, ou par un risque de guerre civile. Si des événements ont parfois montré que les forces de l'ordre étaient tactiquement en deçà de ce qu'elles avaient à affronter — émeutes de 2005, contestation de Notre-Dame-des-Landes, mouvements sociaux puissants, mais aussi mouvements réactionnaires (Manif pour tous, jour de colère) — jamais l'État n'a connu de réelle menace frontale.

Les tentatives de mettre en place un système de type État d'Urgence ont bien été portées, souvent par l'extrême droite, mais n'ont pas abouti pour deux raisons majeures :

Premièrement, un manque d'unité de volonté au sein du parlement, pour entretenir le mythe de l'alternance et de l'existence d'une « gauche » parlementaire, oppositionnelle, plus libérale politiquement, protectrice, voire maternelle.

Deuxièmement, le fait que l'arsenal juridique suffisait à exercer une répression forte par voie normale (l'exemple de *GoodYear* le démontre), et que les dispositifs tactiques de courtes durées, par voie préfectorale, suffisaient à gérer les crises passagères.

Le premier verrou a volé en éclats avec l'arrivée au pouvoir du *Parti socialiste*. Cela a eu pour effet de démontrer son vrai visage, d'une part, mais également de montrer celui de ses courroies de transmission dans la société civile (syn-

dicats affiliés, groupes locaux, etc.) qui ont mis un frein à toute tentative de mouvement social. Paradoxalement, cela a entraîné une radicalisation politique, les débouchés comme l’alternance devenant illusoire.

Le deuxième verrou est plus lié à la maturation d’une nouvelle conception idéologique de la sécurité.

L’État français pêche par son absence quasi complète de pensée stratégique large dans son rapport aux forces qui pourraient le menacer. Comparé aux USA qui disposent de plusieurs écoles travaillant sur cette question, et d’instituts ou de think tanks, la France n’avait jusqu’à présent pas, ou peu, tiré de conclusions sur l’évolution des formes de contestations et de lutte armée, que ce soit chez elle, ou l’extérieur.

En 2002, Phillip Bobbitt publie un ouvrage majeur *The Shield of Achilles: War, Peace, and the Course of History* (2002), ouvrage dans lequel il expose ses thèses sur la forme que doit prendre l’État pour répondre aux nouvelles menaces le concernant.

Brièvement, Bobbitt exprime l’idée que l’État-nation et l’État westphalien, ainsi que l’État Providence, formes d’État qui ont eu cours jusqu’à l’heure actuelle, ne sont plus valable. Ces formes étatiques se basaient sur un « deal territorial » entre les citoyens et l’État, lesquels bénéficiaient de la protection extérieure et intérieure en échange de devoirs et d’une certaine restriction de liberté.¹

Bobbitt, bien évidemment, escamote le fait que toutes les classes ne sont pas égales face à ce deal, et qu’au final il ne concerne qu’une part infime de la population, mais cela n’enlève rien à la perception qu’a l’État de cette question.

Périmé dans sa forme par l’émergence de nouvelles menaces extérieures et intérieures, l’État doit se muer en une forme d’Etat-marché. Ceci a deux conséquences principales :

1. Dans la théorie de Bobbitt, l’État westphalien, né au cours du XV^e siècle était le prototype des états centralisés, des états modernes qui devaient assurer la sécurité sur les frontières et au sein de l’État, l’État ayant ainsi le monopole de l’armée, liquidant le système féodal, et de seigneurs de la guerre. L’État-nation se doublait d’une autre fonction, celle de la sûreté intérieure, l’État ayant le monopole de la violence légale, et assurant — en théorie — la protection de la population, en échange du fait que la population soit mobilisable pour la guerre. L’État providence garantit les mêmes aspects que précédemment cité, mais se doublant d’une protection sociale.

Primo : certaines affaires militaires peuvent être sous-traitées à des acteurs privés : Les SMP (sociétés militaires privées), ce qui est notamment le cas en Irak.

Deuxio, étant donné que les rapports conflictuels d'État à État, de groupes identifiés à groupes identifiés ne sont plus la norme principale, l'État doit prendre en compte la notion de sécurité préventive.

C'est ce deuxième aspect qui est le plus intéressant, et qui est celui qui, dans son essence, est présent dans l'État d'urgence de longue durée.

Considérant les menaces comme diffuses, internationalisées, implantées profondément dans le territoire, l'État se dote d'un arsenal préventif et de contrôle a priori.

En pratique, cela signifie que dans la période qui se clôt, la présomption d'innocence et l'absence de délit d'intention étaient globalement la norme. En cas de transgression, la police puis la justice se chargeaient de l'affaire.

Désormais, avec la modification stratégique opérée, c'est une gestion en commande directe, par les préfets, par la police, qui devient la base de l'action de répression. La magistrature, la justice, devient un acteur de validation *a posteriori*.

La multiplication des outils de surveillance, couplée à l'augmentation massive de l'utilisation des outils et moyens de communication numériques, permettent de pouvoir exercer une surveillance — déjà traduite dès 2004 par la veille de l'opinion — accrue, et un traitement préventif des risques menaçant la sûreté de l'État.

De même, la perception de la coercition est modifiée. Le système carcéral français était bâti autour de l'idée de « purgatoire » dans lequel l'emprisonnement et l'isolement sont une punition en soi, et où l'idée même de réhabilitation est combattue vigoureusement. Déjà, ce système était basé sur le fait de marquer du sceau de l'infamie toute personne qui avait séjourné derrière les barreaux.

Avec la volonté de marquer la déchéance de nationalité dans la constitution, un tabou est brisé. Déjà, idéologiquement, le terrain avait été préparé par le débat sur l'identité nationale. D'une vision « sensible » de la question — qu'est ce qui fait qu'un Français est français — on passe à une vision juridique qui va créer deux catégories distinctes : les bons Français et les mauvais Français.

Cette aggravation est une manière de graver dans les textes un état de fait

déjà présent et déjà implanté. Simplement, la loi, qui sanctionne les rapports de force dans la société, en prend acte.

B. EST-CE UN NOUVEAU FASCISME ?

Très régulièrement, des discours sont émis sur la naissance d'un nouveau fascisme, d'un fascisme moderne ou d'une contre-révolution préventive.

Cependant, cela n'apparaît nullement comme une évidence ici.

Ce système certes caporalisé, certes durci, n'est nullement incompatible avec le fonctionnement de la démocratie bourgeoise.

Celle-ci a toujours trouvé mille manières d'empêcher les masses populaires, le peuple en général, d'avoir un droit de regard et une intervention dans les affaires de la bourgeoisie.

Alors qu'est-ce qui change ?

Nous avons grandi dans une époque qui n'était pas la norme de fonctionnement du capitalisme. Les rapports de forces nés de l'existence des États socialistes, du mouvement révolutionnaire et du mouvement ouvrier en général faisaient que le fonctionnement normal du capitalisme et de la démocratie bourgeoise avait connu des altérations, des concessions.

Pour beaucoup, nous avons considéré ces choses comme normales, comme allant de soi.

Mais elles avaient pour la bourgeoisie un caractère passager, exceptionnel.

Aujourd'hui, le mouvement révolutionnaire est affaibli. Ces concessions ne sont plus jugées nécessaires. Cela se voit sur les acquis sociaux, sur les droits démocratiques, bref, sur l'ensemble de la politique. D'ailleurs la réforme du Code du travail, la réforme du CDI, opérée depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir, s'est faite à marche forcée.

Certes la bourgeoisie a, probablement mieux que beaucoup d'autres, tiré des conclusions sur les mouvements révolutionnaires et sur le mouvement ouvrier. Elle en a conclu de nouvelles formes de gestion des crises, de gestion des tensions, et de nouveaux appareils juridiques. Mais dans le fond, tant qu'il n'existe pas de contradiction majeure au sein de différentes parts de la bour-

geoisie, tant qu'il n'y a pas de mouvement ouvrier et révolutionnaire menaçant, le fascisme ne se justifie pas.

2. RAFFINERIES ET FARCE DE LA DÉMOCRATIE

Publié le 20 mai 2016

Manuel Valls a annoncé récemment que les raffineries, les ports, les axes routiers, bloqués par les travailleurs en lutte, pourraient être débloqués par la force, si nécessaire, avec l'usage des forces de l'ordre.

Il ne faudrait pas que la menace de la pénurie puisse semer le doute dans les esprits, nuire aux automobilistes, tout comme le blocage des ports risquerait — horreur — de nuire quelque peu à l'économie.

Valls, ainsi, déclarait :

« L'accès aux ports, l'accès aux centres névralgiques économiques, l'accès aux aéroports doit être possible et on ne peut pas tolérer ces barrages, même si c'est une difficulté supplémentaire pour les forces de l'ordre ».

Aujourd'hui, le 20 avril, les forces de l'ordre ont entamé le déblocage du terminal pétrolier de Lorient, illustrant parfaitement les paroles de Manuel Valls. Les gendarmes ont ainsi chargé les piquets de grève et les barrages formés par les travailleurs en lutte.

Cette intervention n'est pas sans rappeler le déblocage de la raffinerie de Feyzin (69) durant la lutte contre la réforme des retraites. À ce moment, l'armée est intervenue pour disperser les barrages, et remettre *manu militari* — c'est le cas de le dire — en route les machines distillant le précieux or noir.

Pourtant, nous sommes bien obligés de nous interroger naïvement, le droit de grève n'est-il pas un droit démocratique reconnu ? Ne fait-il pas partie de ces « libertés fondamentales » dont on nous rebat les oreilles, tant elles incarnent la grandeur et la perfection de la République ?

Soyons sérieux. Tant que la grève ne gêne pas réellement, tant qu'elle ne menace pas de manière un tant soit peu sérieuse le bon fonctionnement de l'économie, elle est tolérée. Tolérée ne signifiant, bien sûr, pas « aimée », il suffit de voir la propagande anti-gréviste déversée contre tout mouvement.

Cependant, pour peu qu'elle sorte de ces cadres tolérés, bien que restant dans le cadre légal, elle est immédiatement combattue avec force, quitte à ce

que l'État viole ses propres cadres légaux.

Gênante, entraînant des pertes, entraînant une action sur l'économie, la grève « dure » n'est pourtant pas un danger pour l'ordre établi, pour l'État. Mais qu'à cela ne tienne, ceci est suffisant pour justifier le fait qu'elle soit brisée.

| « L'État opprime et la Loi triche »²

L'État, bras armé de la bourgeoisie, n'est nullement un arbitre. Il n'est pas une émanation qui flotte au-dessus de la société, qui en est coupée, et qui serait neutre. Au contraire, l'État est là pour maintenir l'exploitation dans un cadre légal favorable à la bourgeoisie. Les maigres libertés gagnées de haute lutte ne sont que temporaires dans les faits.

L'État, la loi, nous garantissent pourtant des « libertés fondamentales ». « Fondamentales », ce mot signifierait qu'elles formeraient le fondement de notre société. Beau et pieux mensonge.

Il n'est pas de Liberté en régime capitaliste.

Il n'existe rien qui soit une « liberté fondamentale » en régime capitaliste, juste des droits formels. Formellement nous avons le droit de lutter, formellement nous avons le droit de manifester, formellement nous avons le droit à beaucoup de choses. Mais la confrontation avec la réalité révèle que ces droits n'existent que tant qu'ils ne gênent pas l'exploitation, qu'ils ne la remettent pas en cause.

Ces droits sont une boîte, un bac à sable, dans lesquels — grand seigneur — l'État nous autorise à nous ébattre et à jouer. Gare cependant lorsque les travailleurs essaient d'en sortir, la matraque, le gaz, le fusil, la prison les attendent.

Marx ne se trompait pas quand il écrivait que la démocratie bourgeoise n'est que la démocratie des bourgeois, tout comme la démocratie athénienne était celle des propriétaires d'esclaves. Cette démocratie n'est que la dictature de la bourgeoisie sur les travailleurs, tout comme la « belle » démocratie athénienne était la dictature contre les esclaves.

2. Couplet de *l'Internationale*.

QUAND L'ILLUSION RÉFORMISTE SE BRISE FACE À LA RÉALITÉ

Aux rêveurs, aux naïfs qui croient que la bourgeoisie ne se rebellera pas, qu'elle discutera, qu'elle posera les armes lors de la révolution, voire même qu'elle acceptera de céder face à la «volonté de la majorité», face à la «mobilisation citoyenne», regardez la réalité en face.

Si, pour un si petit enjeu, la réaction de l'État, la réaction de la bourgeoisie, est telle, comment imaginer un seul instant qu'elle puisse ne pas se battre avec la dernière énergie lorsque ses intérêts seront menacés directement, ou même que le pouvoir lui échappera.

Comment croire qu'elle puisse accepter de laisser les rênes du pouvoir à un gouvernement «ouvrier» sans être brisée avant? Comment croire qu'elle puisse accepter d'être taxée sur ses bénéfices? Comment croire qu'elle acceptera de verser sur ses deniers — issus de la sueur de notre travail en fait — un salaire à vie, cette chimère réformiste?

Car la dictature de la bourgeoisie, ce n'est pas une chose en l'air, une idée, c'est une réalité concrète. Une réalité faite de violence et de répression.

La bourgeoisie veut tenir son ordre par le fer et le feu. Le fait-elle par méchanceté? Non. Elle le fait car c'est son intérêt de classe de le faire, qu'elle en est vivement consciente, et qu'elle est vivement intéressée par le protégé. Elle n'hésite pas un instant, pour se faire, pour satisfaire ses appétits, pour se défendre, à violer sa propre légalité. Par le passé, lorsqu'elle s'est sentie menacée, elle n'a pas hésité à appeler les fascistes au pouvoir, pour écraser dans le sang le mouvement ouvrier.

Nous le savons. L'histoire a enseigné que la bourgeoisie ne s'encombre guère d'états d'âme. Et à raison.

Car dans un monde socialiste, ils n'auront plus de place, plus de privilèges, plus de rang, plus rien. Et comme l'écrivait Lénine :

« Et si vous, exploités, tentez de résister à notre révolution prolétarienne, nous vous réprimerons impitoyablement, nous vous enlèverons vos droits politiques ; bien plus nous vous refuserons le pain, car dans notre république prolétarienne, les exploités n'auront pas de droits, ils seront privés d'eau

| et de feu, car nous sommes des socialistes pour de bon.»³

La bourgeoisie nous réprime parce qu'elle se sait pourrissante et aux abois. Elle n'a plus de place dans ce monde. Elle n'est plus qu'un parasite vivant sur le dos des travailleurs.

Sa dictature, les travailleurs la briseront !

3. V. I. Lénine, *Le Renégat Kautsky et la révolution prolétarienne*, 1918.

3. PROLÉTAIRES SOUS L'UNIFORME ?

Publié le 26 octobre 2016

L'organisation trotskiste *Lutte ouvrière* s'est fendue d'un communiqué sur les manifestations des policiers qui est plus que révélateur de ses conceptions idéologiques.

Niant la violence de classe de la part de la bourgeoisie, elle prend le parti de soutenir la police, gémissant sur le fait que les attaques contre les policiers soient des actes condamnables. « On ne peut évidemment qu'être choqué des agressions gratuites répétées à l'encontre des policiers. »

La violence du peuple répond à la violence de la bourgeoisie. À la violence de l'exploitation, à la violence de la discrimination, à la violence du racisme institutionnalisé.

Que nous puissions débattre des moyens par lesquels elle s'est exprimée est une possibilité, en effet, mais en nier le fond de classe, c'est être un allié de la bourgeoisie.

« Leur hiérarchie les dépêche contre des locataires s'opposant à une expulsion ou des parents d'élèves à une fermeture de classe et contre les travailleurs en grève et les manifestations ouvrières. » Est un fait indéniable. Cependant, bien qu'ils en soient le bras armé, parfois contre leur gré, leurs revendications, ainsi que celle de leur mobilisation ne sont pas des revendications progressistes.

Les policiers ne dénoncent pas, en gentils hommes empreints d'amour, « La dégradation de la situation (...) subie dans toutes les cités, dans tous les quartiers. » Non, ils réclament plus d'armes, plus de libertés, plus de moyens pour mener à bien leur mission d'oppression. Ils réclament des moyens pour servir plus efficacement la bourgeoisie et écraser plus efficacement le peuple.

« L'une des premières revendications porte sur le matériel. Les policiers se plaignent souvent d'avoir des locaux vétustes, du matériel informatique hors d'usage ou des véhicules et des protections qui ne sont pas adaptées. »

Selon le journaliste Hakim Abdelkhalek :

« Bernard Cazeneuve promet d'accélérer la modernisation de tous ces

équipements. Sur ce point, Manuel Valls avait déjà promis des véhicules anticraquage ainsi que des protections antifeu.»

Une des revendications «porte sur les missions. Les policiers se disent fatigués, épuisés moralement et physiquement. Au total ils ont accumulé 18 millions d'heures supplémentaires.» D'ailleurs, le journaliste ajoute que ce mercredi 19 octobre au soir, «Bernard Cazeneuve promet de recentrer le travail des policiers sur leur cœur de cible. Les policiers demandent par exemple à être déchargés de certaines missions comme la protection de certains bâtiments publics.»

C'est une erreur de conception que de croire que la bourgeoisie «s'intéresse aussi peu à la vie des quartiers populaires qu'à celle de leurs forces de répression sur le terrain.» Bien au contraire, l'utilisation de l'État d'urgence, les méthodes inspirées par l'expérience coloniale sont autant de moyens mis en œuvre pour contrôler ces quartiers. Ce qui ne leur importe pas le moins du monde, en revanche, c'est la misère qui y règne. Tant qu'elle n'explose pas.

«Les possédants ont besoin d'une police pour protéger leurs biens et leur ordre social, cette police largement utilisée par exemple lors du mouvement contre la loi El Khomri.» Voilà une vérité bien assénée. Une vérité qui devrait pousser l'organisation trotskiste à réfléchir à deux fois avant de pleurer sur les malheurs des agents de la bourgeoisie.

«L'espoir, aussi lointain puisse-t-il paraître aujourd'hui, réside dans plus de conscience, plus d'organisation, plus de solidarité, plus de confiance dans la classe ouvrière et le combat pour changer le monde.» Encore une fois, *Lutte ouvrière* effleure la vérité pour ensuite s'enfoncer dans la bêtise.

Lino, du groupe de musique *Arsenik*, écrivait que «si l'espoir fait vivre, ceux qui vivent d'espoir meurent de faim.» Poser les questions en termes d'espoir est un bien piètre vœu. Communistes, nous posons les questions non en termes d'espoir mais en termes de tâches à remplir. Et lutter contre les détachements armés de la bourgeoisie, les démoraliser, instiller le défaitisme chez eux est une tâche. Non soutenir leurs revendications et leurs rêves fascistes, tremplin de l'extrême droite.

Que les manifestations de policiers soient le reflet d'une aggravation des contradictions dans la société française est un fait. Cependant, ramper devant les factions idéologiquement les plus réactionnaires, furent-ils simples agents de la bourgeoisie, est une position fautive. Fustiger ceux qui ne tolèrent plus la présence de l'État, de la Police, de l'Armée dans leurs quartiers est révélateur de

la tendance fondamentalement réactionnaire qui réside dans l'idéologie de LO.

Le discours du « prolétaire sous l'uniforme », déjà tenté par les trotskistes durant la Seconde Guerre mondiale, cherchant à saboter la Résistance, se reproduit aujourd'hui de nouveau.

Nier le contenu réactionnaire de ces manifestations, c'est croire que « tout ce qui bouge est rouge », c'est saper le lien avec les classes populaires, qui subissent l'oppression de la police et de la justice chaque jour.

Aujourd'hui comme demain, nous n'oublions pas qui nous tire dessus, qui nous arrête et qui nous opprime. Et nous n'allons pas soutenir leur quête pour faciliter cela !

4. LES CENDRES ENCORE CHAUDES DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Publié le 11 novembre 2016

La onzième heure du onzième jour du onzième mois de l'année mille neuf cent dix-huit, le clairon sonnait la fin des hostilités à la suite d'une guerre démarrée quatre années plus tôt. Des millions de morts plus tard, l'épreuve de force entre deux coalitions impérialistes prenait fin.

Américains, Français et Britanniques, accompagnés de celle de l'Empire russe face aux intérêts tout aussi rapaces des empires centraux, de l'Autriche-Hongrie mourante, de l'Empire allemand montant, et d'un Empire ottoman à bout de souffle.

Ce conflit s'est étendu sur l'intégralité du globe, de l'aventure des marins des l'amiral Graf von Spee dans les îles Bismarck, dans les colonies d'Afrique, dans l'impasse des Dardanelles comme dans les boucheries de Tannenberg et de Verdun.

Les banquiers, les marchands d'armes s'en sont frotté les mains, engrangeant par millions, par milliards les bénéfices, tandis que le sang des prolétaires, mais aussi des peuples colonisés, se mêlait à l'acier et aux gaz en une apocalypse criminelle.

Cette guerre, cependant, effraya les bourgeoisies du monde entier. Elle donna naissance à leur cauchemar concrétisé : la révolution communiste. Celle d'Union soviétique souleva un espoir gigantesque pour les masses et les peuples opprimés, apparaissant comme un champion de la liberté et de la paix. Celles d'Europe, les tentatives de Bavière, de Finlande, de Hongrie, de Berlin, de Strasbourg furent écrasées sans pitié par les capitalistes et leurs laquais, qu'ils fussent corps francs ou sociaux-démocrates. Dès la fin de la guerre, les armées de tous les pays impérialistes et capitalistes furent dirigés contre la République des Soviets, où elles furent défaites.

La Grande Guerre impérialiste accouchait ainsi de sa propre négation, la révolution soviétique. La croisade antibolchevique lancée dans les années quarante accouchera d'une négation encore plus grande : de 1/6, le monde libéré s'est porté à près de la moitié de la population mondiale.

A. SYMÉTRIE, CENT ANS APRÈS

Aujourd'hui, alors que les capitalistes et leurs alliés de gauche et de droite se réjouissent de la défaite — temporaire — du communisme, les cendres de la Première Guerre mondiale n'ont jamais été plus chaudes.

Les tensions internationales, près de cent ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale n'ont jamais été aussi fortes depuis la fin de la guerre froide. Pourtant elles étaient tempérées à ce moment par la menace de la dissuasion nucléaire crédible, de la parité militaire est-ouest.

La *pax americana* proclamée comme une ère nouvelle, éternelle, n'est plus. Ceux qui prêtaient une crédibilité quelconque à cette thèse se vautrent dans les conceptions du super-impérialisme de Karl Kautsky et des révisionnistes. Le monopole américain, pourrissant, ne pouvait se maintenir, et les bourgeoisies n'acceptent pas de se faire dicter leur conduite à tenir. Elles respectent leur destin de classe : devenir impérialistes, réclamer leur place au soleil, comme le formulait Otto von Bismarck, ou accepter de devenir *compradores*, de simples clients.

Ni la bourgeoisie française, ni la bourgeoisie chinoise, ni la bourgeoisie russe ou allemande n'acceptent de devenir des *compradores*. Elles choisissent donc la voie adaptée à leurs intérêts.

Les élections américaines sont significatives : la période Bush père et Clinton consacraient les USA comme la seule hyperpuissance, gendarme du monde, triomphante. C'est la période de la guerre du Golfe, la période de la grande coalition *red white and blue*.

La période suivante marque un premier recul. L'élection de Vladimir Poutine sur un programme de restauration de la grandeur impériale, de défi vers l'occident, marque un retour d'un nouvel acteur dans la partie. Le 11 septembre 2001 est un réel trauma pour les USA, lesquels se sentent de nouveau vulnérables, comprennent que les menaces sur leur hégémonie se sont adaptées, mais que leur dispositif militaire issu de la guerre froide, lui, non. Depuis, l'échec de la guerre en Afghanistan, en Irak, démontre que ce n'est toujours pas le cas. L'opposition de la France à la guerre en Irak, qui faisait partie de sa sphère de marché, marque une fissure, relative certes, dans la coalition.

L'Amérique de Bush fils est une Amérique belliqueuse, agressive, mais en perte de vitesse. Dans les discours, elle est toujours la superpuissance, mais la posture d'Obama, son discours, marque un nouveau recul. L'année de son

élection, l'année 2008, est une année qui marque un recul important : les Américains lâchent la Géorgie de Saakachvili, aspirant pourtant à rejoindre l'OTAN. L'armée russe, qui s'est illustrée par sa capacité opérationnelle à aplatis la résistance tchéchène, au mépris des pertes et des vies humaines, par son utilisation de la force brute, écrase également l'armée géorgienne.

Les deux mandats d'Obama marquent un fléchissement plus important. Le discours est moins arrogant, plus réaliste, plus basé sur les liens d'alliances, sur une tendance à répugner à s'engager plus en avant dans des aventures militaires. En bref, le régime gère. Il prend peu d'initiatives, tempore même l'agressivité d'Israël, s'humilie devant la face du monde avec ses « lignes rouges » contre Bachar Al Assad. En contraste de l'impérialisme français, qui s'engage dans la guerre au Mali, dans les bombardements contre la Libye, dans le soutien à peine voilé aux opposants à Bachar Al Assad, mais également dans les coups tordus et coups d'État, l'exemple même étant la Côte d'Ivoire.

L'arrivée de Trump au pouvoir soulève bien des interrogations dans un monde qui devient de plus en plus multipolaire. L'aigle américain n'est pas mort, loin de là, mais il a le plumage terni. La ligne défendue par l'inénarrable candidat américain, par ce roi de la provocation, est intéressante à étudier.

Selon l'analyse et la compilation du programme par Igniacio Ramonet, Trump se marque comme un recul de l'impérialisme américain. L'application de son programme serait même un saut périlleux arrière. Son protectionnisme militant, sa déclaration de vouloir rompre avec l'ALENA, qu'il estime contraire aux intérêts américains, de remettre des barrières douanières, n'est pas la déclaration d'un bourgeois triomphant, mais bien de celui du repli. Populisme ou réalisme ? La question reste en suspens.

« Il n'y aura plus de garantie d'une protection automatique des États-Unis envers les pays membres de l'OTAN. » La déclaration sonne comme un coup de tonnerre. Cette déclaration est une rupture complète avec les principes mêmes de l'organisation. Si elle est passée à peu près inaperçue en occident, elle a été très bien reçue par Moscou, qui, également, a approuvé la proposition d'acter l'annexion de la Crimée.

B. PARITÉ MILITAIRE EN DANGER ?

Le programme militaire américain, quant à lui, marque le pas. La Russie ne s'est pas privée de parader, pour les 70 ans de la victoire contre l'ogre hitlérien, avec son nouveau matériel de combat, ses *Soukhoï* T-50, les derniers nés de

son programme de chasseurs cinquième génération. Cette année, c'est le T-14 *Armata*, le char le plus moderne du monde, qui défile sous les acclamations. Le salon naval IMDS de 2015 a également révélé son lot de surprises : une nouvelle gamme de forces maritimes, renforcement bienvenu dans une politique de contrôle des mers nouvelles du pôle. Mais l'élément le plus significatif est le *Projekt 23000 Shtrom* — tempête —, un porte-avions géant de 90 à 100 000 tonnes de déplacement — à comparer aux 88 000 tonnes du Ronald Reagan américain.

De son côté, la Chine n'est pas en reste, avec la sortie officielle du J-20, lui aussi classé en avion de chasse de cinquième génération, et dont les caractéristiques restent à l'heure actuelle spéculatives. Sa modernisation du porte-avions *Liaoning* se poursuit, un sister-ship est par ailleurs en construction, avec des caractéristiques modernisées. Surtout, la RPC vient de franchir un bond technologique énorme, en mettant au point son premier radar quantique. Le CETC, qui peut détecter des appareils furtifs, indépendamment de leur camouflage, jusqu'à cent kilomètres de distance, pose une question cruciale quant à la suprématie technologique américaine. De même, le premier satellite de communications quantique *Micius* inquiète les services de renseignement du monde entier.

De son côté, l'armée américaine semble dans une passe complexe. Malgré une suprématie indéniable en termes de projection de force et en termes de puissance de feu à longue portée, cette suprématie se heurte à des *bottlenecks*, des goulots d'étranglement importants.

Le programme F-35, lancé en 1996, déjà émaillé de problèmes, ne trouve aucune résolution satisfaisante. L'avion est simplement mauvais, vulnérable, victime d'une inflation budgétaire terrifiante. À tel point que ses acheteurs se détournent maintenant, le concentré de technologie ne justifiant pas le coût, financier et opérationnel. Pires encore, plusieurs téraoctets de données ont été piratés, les soupçons se portant sur la Chine, rendant l'appareil aussi translucide que s'il était de cristal, aux yeux des analystes étrangers.

L'*Army*, elle aussi, abandonne plusieurs concepts de blindés, censés remplacer le M1A1 *Abrams*, vieux de près de quarante ans, et censés compléter la gamme pour le combat urbain. L'improvisation continue, pour une armée comptant de plus en plus sur ses contractuels des SMP (sociétés militaires privées), qui paient le plus lourd tribut en pertes, mais permettent de prétendre que le *no boots in ground* est toujours valable.

La *Navy* quant à elle, vient d'annuler une série de projets de croiseurs

multi-rôles, lesquels se sont heurtés à un échec complet, tandis que ses projets de porte-avions se heurtent à des écueils budgétaires, ainsi qu'à l'incertitude de la nouvelle élection.

La loi d'Augustine, sur l'inflation logarithmique des coûts, les industriels se gavant de bénéfices monstrueux au passage, réduisent le format des armées occidentales, tandis que le choix d'une technologie plus fruste, plus accessible, plus éprouvée, par d'autres, permettent une capacité opérationnelle plus importante, et, surtout, sur une plus grande durée qu'une *blitzkrieg* version 2000.

L'armée française n'a pas brillé non plus ces dernières années. Le modèle monopolistique, Nexter et Dassault aviation se partagent le marché des armes lourdes et aériennes, ne permet à l'armée française que des opérations dignes des guerres coloniales, avec un format réduit.

L'épreuve de la guerre de Syrie, véritable guerre d'Espagne-bis quant à l'application des doctrines de chaque force, a montré l'incapacité de cette dernière à pouvoir soutenir de manière efficace les troupes au sol, au contraire des Russes, fervents utilisateurs du choc en profondeur et de l'opératique. Pendant ce temps, dans le reste du monde, le réarmement est la tendance générale, que cela soit au Japon, où le militarisme renaît, en Corée du Sud, mais également dans un Caucase toujours brûlant.

D'une manière générale, les armées issues de la guerre froide ne sont pas en mesure de répondre aux nouvelles conflictualités et aux nouvelles formes de combat asymétriques.

C. LE DOUTE MARQUE PARTOUT

Les incertitudes subsistent. Et ces incertitudes sont favorables à l'entropie, la tendance au chaos.

| « Pour supprimer l'inévitabilité des guerres, il faut détruire l'impérialisme. »⁴

Aujourd'hui, la symétrie entre notre situation et celle d'il y a un siècle peut frapper. Les terrains d'affrontement pour un repartage du monde entre puissances impérialistes ne manquent pas. Le cas ukrainien est symbolique, de même que la tentative de coup d'État au Monténégro. L'Europe reste un

4. J. Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, 1952.

terrain privilégié de la conflictualité et des rivalités.

La guerre peut surgir du Pacifique, du pôle Nord, du Caucase ou du Moyen-Orient, mais la seule certitude est qu'elle finira par surgir. C'est une loi inévitable du capitalisme, celle de l'inégalité de développement, mais aussi celle du pourrissement qu'induit le capitalisme monopolistique. Les impérialismes dominants se succèdent, mais leur passation ne se fait jamais dans la douceur et la tendresse, le plus souvent dans le sang et les flammes.

Aujourd'hui, la tendance au conflit est toujours présente. Elle le sera tant que le capitalisme et l'impérialisme n'auront pas été liquidés. Ni le libéralisme ni le protectionnisme ne sont des barrières à la rapacité du capitalisme et de l'impérialisme, seul le socialisme l'est.

Les discours des candidats au poste de directeur de la bourgeoisie française sont variés, atlantistes convaincus, pro-russes, indécis, ou, comme Mélenchon, partisans de l'aventure en solo de l'impérialisme français, ce qu'ils appellent « la place de la France dans le monde. » Mais la mission des communistes n'est pas de conseiller la bourgeoisie et d'espérer qu'elle « fasse le bon choix ». Nous ne sommes pas un pays dominé et sous la tutelle de Berlin ou de Washington, contrairement à ce que prétendent les révisionnistes du marxisme et les fascistes. Nous sommes un état impérialiste, un des plus agressifs, des plus barbares.

Notre rôle n'est pas de dire « hors de l'OTAN », « Hors de l'UE » comme si ces deux instances étaient le mal incarné. Non, notre tâche est de cibler notre impérialisme, ses méfaits, et de le combattre jusqu'au bout avec résolution. Nous serons du côté du peuple, du côté de la paix, du côté de ceux qui luttent sans relâche contre les méfaits du système capitaliste.

La tâche des communistes est d'être les instigateurs de la résistance contre les manœuvres des faucons pour égorger nos frères et sœurs de classe. Chaque fois, à chaque guerre, les exploiters creusent leur propre tombe.

Nous ne paierons pas de notre sang la prochaine guerre, nous n'enterrerons pas nos frères et nos sœurs.

Nous ferons en sorte que ce soit la bourgeoisie qui soit exterminée !

Nous devons être solidaires et fraternels avec tous les peuples qui constituent le monde. Nous sommes le camp de la paix, le camp du peuple, le camp de la Révolution.

5. MÉLENCHON, ENTRE L'ABSENTÉISME, LA MÉTAPOLITIQUE ET L'IMPÉRIALISME

Publié le 9 décembre 2016

Cela fait déjà quelques années que les zéloteurs de Mélenchon nous rebattent les oreilles des prétendus exploits de leur leader. Il serait, en somme, la réincarnation de tous les grands leaders révolutionnaires, leur synthèse la plus poussée.

Étrangement, ces adeptes du culte de Mélenchon copient certains des travers les plus déplaisants du personnage, dont une agressivité à outrance, camouflant mal un manque d'assurance idéologique. Car il existe des zones d'ombres terribles autour du personnage.

Nous souhaitons ouvrir un débat d'explication avec ceux qui s'alignent sur ses déclarations, qui citent ses ouvrages comme un nouvel évangile. Un débat d'explication qui, nous en sommes certains, nous sera bénéfique à tous et toutes.

Par exemple, pourquoi existe-t-il si peu d'écho des déclarations de Mélenchon au Parlement européen ? Parce qu'il n'y en a qu'une d'orale. Toutes les autres sont des notes écrites, griffonnées, et remises en séance pour faire gonfler les chiffres d'activité.

Ainsi, le journal *Le Monde* écrivait le 16 avril 2014 :

« Jean-Luc Mélenchon siège dans plusieurs commissions. Il est notamment le quatrième vice-président de la Commission des affaires étrangères de l'UE, qui n'est pas la plus marginale.

Nous avons examiné l'intégralité des procès-verbaux de présence qui figurent sur le site de cette commission. Elle s'est réunie au total 33 fois en un an, à un rythme quasi hebdomadaire.

M. Mélenchon n'a été présent à aucune de ces réunions. Il n'a donc tout simplement jamais siégé en commission durant l'année écoulée. »

« Mais comment M. Mélenchon peut-il être aussi actif durant les séances et avoir un si mauvais classement aux votes ? C'est très simple : grâce à l'article 170 du règlement du Parlement européen. Voici ce qu'il prévoit :

«Lorsque la discussion générale est achevée, chaque député peut émettre, sur le vote final, une déclaration orale qui ne peut excéder une minute, ou une déclaration écrite de 200 mots au maximum, laquelle est reprise dans le compte rendu in extenso des séances. Lorsqu'une proposition d'acte législatif ou un rapport sont inscrits à l'ordre du jour du Parlement conformément à l'article 138, les députés peuvent donner des explications de vote par écrit, conformément au paragraphe 1.

Les explications de vote, orales ou écrites, doivent avoir un lien direct avec le texte qui fait l'objet du vote.»

En clair, chaque eurodéputé a la possibilité de déposer une déclaration écrite courte à propos des votes, expliquant sa position, et qui sera inscrite au procès-verbal de séance. Et les données du Parlement européen ne distinguent pas entre intervention orale et écrite.»

Voilà un regard sur l'activité de M. Mélenchon au Parlement. En place et lieu de faire amende honorable, notre ami nie et calomnie ceux qui le prennent en défaut.

Plutôt que de tenter d'importer des « memes » maladroits tels que « *can't Stenpchon the Melenchon* », reprise malhabile de « *can't Stump the Trump* », ses militants seraient plus avisés d'expliquer certains mystères dans les positions du candidat.

Actuellement, nous préparons une critique de « l'ère du peuple », le dernier pamphlet de l'ancien membre de l'*Organisation communiste internationaliste* (OCI), ouvrage particulièrement illustratif sur les positions politiques sociales-chauvines de l'auteur.

Les militants de Jean-Luc Mélenchon seraient ainsi bien avisés d'expliquer cette pratique particulièrement aigüe du crétinisme parlementaire.

Mais ils seraient aussi bien avisés d'expliquer certaines thèses curieuses de la part de leur leader, notamment ses positions plus qu'ambivalentes sur l'impérialisme français.

Ils et elles seraient ainsi bien avisés de nous expliquer certains passages de son ouvrage :

« Dès lors, quel crève-cœur de voir la France rabougri ! À cette heure

notre République devrait se dresser de toute la hauteur de son peuple sur la scène du monde. Elle ne devrait pas être enfermée dans la servile allégeance aux États-Unis d'Amérique et à leur dangereuse politique impériale. Elle ne devrait pas être cette pauvre chose ballottée par les événements, tenue en laisse par M^{me} Merkel.»

Voilà une France dominée et battue qui n'est pas conforme à la réalité de l'impérialisme français. Et encore, notre héros exige un sursaut de sa part!

«Elle ne devrait pas vivre dans la gêne et sous le fouet d'une poignée de déclinistes payés pour la démoraliser et la faire douter d'elle. Au contraire elle devrait marcher aux avant-postes du nouvel âge de l'humanité qui se dessine sous nos yeux, être la cheville ouvrière d'une nouvelle alliance des peuples.»

Cette nouvelle alliance des peuples, M. Mélenchon ne la voit que comme sous l'ombre du drapeau tricolore, sous la même bannière qui a ensanglanté l'Afrique et l'Asie, qui l'ensanglante toujours, qui l'étrangle, qui l'étouffe. Mais rien de cela ne transparait, n'est-ce pas, puisque «la France» s'humilie et se soumet à l'OTAN et aux Allemands.

Où sont les bases de l'OTAN dans l'État français, M. Mélenchon? Où sont les *MILAI* américains? Où sont les troupes d'occupation que vous pensez voir à chaque coin de rue? Dassault, Nexter, Areva, Total, sont elles des firmes du complexe militaro-industriel US?

Certes il est écrit: «Et même qu'il partagerait les chars Leclerc avec une famille de capitalistes allemands?» Une horreur sans commune mesure. Nous sacrifierions notre patrimoine militaire au profit d'autres États. La fusion de *Rheinmetall-Borsig* et de *Nexter* pourrait-elle inquiéter M. Mélenchon? Pourtant, d'après lui ne serions-nous pas déjà une pauvre nation dominée?

Les militants et militantes de M. Mélenchon pourraient-ils expliquer ceci? :

«Autre exemple. En Europe. Récemment la réunification de l'Allemagne en 1990 lui a donné la première population. Sa prééminence s'exerce au profit de cette part de la population nantie mais vieillissante: c'est la clientèle essentielle du parti de M^{me} Merkel.

Mais la démographie allemande est déclinante. D'ici peu les Français seront les plus nombreux.

Une force.

La servilité de François Hollande face à M^{me} Merkel, qui lui impose une politique de l'euro fort et de restriction de la dépense publique, n'empêchera pas l'heure de vérité d'arriver. La loi du nombre fera son œuvre.»

Comment pouvons-nous interpréter cela ? Comment ne pas comprendre qu'il ne s'agit que de la thèse d'un individu hypnotisé par la phobie de l'Allemagne, qu'il insulte copieusement, comme quelqu'un d'obnubilé par la rivalité impérialiste, et qu'il ne traite pas en internationaliste, mais bien en social-chauvin, en agent et en promoteur de son propre impérialisme.

Pourraient-ils, pourraient-elles expliquer les joies morbides de leur héraut, qui se gargarise de la grandeur impériale de la France — bien qu'il la nie :

« Et avec 11 millions de kilomètres carrés, il dispose du deuxième territoire maritime du monde, juste derrière les États-Unis d'Amérique ! Cet espace représente plus de 16 fois notre territoire terrestre. La France continentale étale mille kilomètres de côtes. Mais 97 % du territoire maritime se situe dans les pays d'outre-mer si souvent regardés de haut ou délaissés par d'ignorants prétentieux.

Je suis consterné par l'indifférence qui règne face au potentiel que cette situation contient. La France a le quarante et unième territoire terrestre du monde. Mais en l'additionnant à son espace maritime, notre pays est un géant. Le sixième du monde, juste derrière le Brésil mais devant la Chine ou l'Inde ! Ce territoire s'est encore accru de 10 % dans les années 2000 sans tirer un coup de fusil. Cela parce que notre pays a pu remettre à temps à l'ONU les preuves scientifiques de la continuité physique des nouveaux territoires maritimes connus avec ceux déjà attribués aux Français !

Dès lors, sur cette nouvelle mappemonde, la France n'est pas la petite nation "occidentale" qu'a faite d'elle François Hollande en s'intégrant servilement aux politiques de l'empire nord-américain. C'est une puissance à vocation universaliste, présente sur les cinq continents dans leur contexte maritime. Mais la présidence actuelle ne connaît rien au sujet et ne s'y intéresse pas.»

« En ce sens c'est une "nation universaliste". La France l'est d'une façon très physique. Elle est présente sur les cinq continents. Sa plus longue frontière est avec le Brésil, ce que l'on oublie car on néglige l'existence de l'immense et magnifique Guyane française.»

Et vive l'Empire !

Autant de questions auxquelles nous ne pouvons pas ne pas exiger de réponse. La question de l'impérialisme n'est pas qu'une question de principe, elle est un fossé entre le camp du peuple et son ennemi. Elle est un fossé insondable entre les serviteurs de la bourgeoisie et ceux du prolétariat.

Chaque fois qu'on promet monts et merveilles aux habitants « de France », mais qu'on omet que cela provient de la surexploitation des néo-colonies, que cela provient du sang et de la guerre, on agit en social-chauvin.

Chaque fois qu'on omet de parler de combattre cet impérialisme, on se comporte comme son valet de chambre. Chaque fois qu'on nie le caractère criminel et terroriste de l'occupation militaire que notre pays fait subir, on soutient ces opérations.

Nous ne considérons pas Mélenchon comme étant dans notre camp. Si une partie des masses tend l'oreille à son discours social, cela n'est pas une mauvaise chose en soi, en effet. Mais nous ne sommes pas dans un environnement d'école, il ne s'agit pas d'avoir 10/20 en termes de niveau social pour être du bon côté. Être un agent de l'impérialisme français, qu'on soit social comme M. Mélenchon, ou libéral, cela reste le fait d'agir pour la bourgeoisie française, pour son emprise criminelle sur le monde. Avant de regarder outre-Rhin et outre-Atlantique, balayons devant notre porte !

L'Impérialisme français est l'ennemi n° 1 des masses de l'État français. Il est son premier bourreau, et notre première cible.

6. PAS D'UNITÉ AVEC LES AGENTS DE LA BOURGEOISIE !

Publié le 11 décembre 2016

Travailler unitairement ou être un serviteur ?

En ces temps difficiles, il est plus que légitime de vouloir serrer les rangs. Il est plus que légitime de vouloir faire bloc pour se défendre. La caporalisation de la société, l'offensive débridée de la bourgeoisie, aiguillonnée par la crise, mais aussi les tensions internationales sont autant de facteurs qui concourent à ce que les forces du progrès et de la révolution soient en difficulté.

L'avancée de mots d'ordre réactionnaires, la montée en puissance des fascistes, qui découle directement de cette situation se traduit par un impact direct sur la manière dont nous pouvons mener nos luttes.

L'autodéfense militante, mais aussi populaire, n'est pas un vain mot. Ou du moins ne doit pas l'être. Elle demande une mise en commun de nos forces, de nos énergies, de nos capacités de lutter. Des différences existent entre toutes les organisations voulant lutter pour la révolution. Des différences idéologiques, des différences d'analyse, des différences de stratégie... Ces différences font que nous ne portons pas le même message « positif », « affirmatif », le même programme politique.

Pour autant, elles n'empêchent pas une union « négative », défensive, laquelle doit nous permettre de résister aux attaques de nos ennemis, bourgeoisies, réactionnaires, appareils d'État. Cette logique de front uni, de front défensif a toujours animé le mouvement révolutionnaire et le mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, alors que nous sommes au creux de la vague, cette logique doit nous animer.

L'unité est notre but.

Mais il n'est pas possible de faire d'unité sans ligne de démarcation.

L'opportunisme n'est pas une exception, il est même une règle générale. Certes nous sommes dans un temps difficile, mais également dans un temps d'élection. Et c'est là que nous voyons les rapaces se ruer sur tout ce qu'ils

peuvent dépecer. Dans le but de pouvoir aspirer les forces vives de la lutte, de siphonner tout leur travail et leur énergie, ces traîtres ne reculent devant aucune manœuvre, aussi basse soit-elle.

Camouflant leur drapeau, passant par le truchement d'organisations, d'associations « présentables », ils vampirisent les luttes, vampirisent le travail acharné, et écrasent notre discours politique.

Tous les prétextes sont bons pour détourner les mots d'ordres politiques défendus, pour les ramener vers la platitude, vers le moralisme, vers leurs intérêts et leurs mots d'ordre réformistes. Que cela soit la volonté d'être « large », que cela soit la volonté « d'avoir des relais », que cela soit la volonté « d'être présentable », à chaque pas ils sèment des embûches et des entraves pour saper la lutte et le développement d'une ligne qui ne se finisse pas par un bulletin dans une urne.

Et lorsque toute vie, toute énergie a été aspirée, ils jettent l'emballage, vidé, aux ordures. Lorsque les élections sont passées, ils et elles les lâchent comme un kleenex usagé.

Le *Parti socialiste* s'est fait une spécialité, grâce à son héritage trotskiste, de ces méthodes. Il parasite, vampirise, s'accapare tout ce qu'il peut, et écrase le reste. Il transforme, par le chantage, les militants honnêtes en serviteurs zélés, en échange de promesses que ce parti ne tiendra jamais.

Nous ne pouvons pas travailler avec ces gens qui sont nos ennemis, qui sont les ennemis du peuple.

Notre bataille est autour de la constitution d'une force en toute indépendance de classe.

Sans cette indépendance, nous sommes les serviteurs de la stratégie de partis bourgeois. De partis, d'organisation dont le seul but est d'occuper la tête de l'État impérialiste français, de le diriger, de cogérer avec la bourgeoisie l'exploitation des travailleurs et des néo-colonies.

Nous ne pouvons pas accepter d'agents de l'impérialisme parmi nous. Cela serait trahir ceux qui luttent pour leur indépendance, pour leurs droits, qui luttent pour couper une à une les têtes de l'hydre de l'impérialisme de notre propre État. Nous ne pouvons pas accepter dans nos rangs les sociaux-chauvins, qui rêvent de « la place de la France dans le monde », qui parlent de la Guyane comme d'un joyau, non d'une terre colonisée. Nous ne pouvons pas accepter ceux

qui refusent de reconnaître l'artificialité du « roman national », et qui s'arc-boutent à la position d'une France « unie et indivisible. »

Ces gens sont des négationnistes de la lutte des classes. Ils nient le fait qu'il n'existe pas de compromis possible entre la bourgeoisie et les exploités. Parler de « France » c'est parler de la bourgeoisie de France. La « France dans le monde », c'est la place de la bourgeoisie de France dans le monde.

Ces organisations sont des serviteurs de la bourgeoisie la plus réactionnaire et la plus chauvine, qu'ils se camouflent derrière un vernis « de gauche » ne change rien. Nous ne pouvons croire à de la bêtise de leur part, connaissant leur parcours politique. Or, si ce n'est pas de la bêtise, c'est donc du mensonge conscient. Enver Hohxa, en 1960, avait prononcé à Moscou les mots suivants : « Qui ne voit pas cela est aveugle, qui le voit mais le cache est un traître au service de l'impérialisme. » C'est bien ce à quoi nous avons à faire aujourd'hui.

Nous ne pouvons accepter d'organisation qui sont à la tête de l'appareil d'État ni leurs succursales. Nous ne pouvons serrer la main de nos bourreaux, de ceux qui sont les premiers responsables de cette situation politique, de ce marasme. De ceux qui nous ont matraqués, de ceux qui ont ordonné à la police de tuer, à l'armée d'écraser, au sein de l'État français ou dans les néo-colonies.

De même que nous ne pouvons travailler avec nos bourreaux de l'appareil d'État, de la Police, de la Justice, au service de la classe bourgeoise, au service de leur ordre injuste. Se mettre à leur remorque, c'est se changer en auxiliaires du pouvoir bourgeois, non en agent de la lutte populaire. C'est tirer en arrière la lutte, la dépolitiser, la ravalier au rang de supplique demandant l'intervention des pouvoirs publics, demandant aux candidats des gages, bref, c'est être inféodé.

Ayons foi en nos forces!

Nous sommes peu nombreux. Nous sommes faibles. Nous sommes isolés. La tentation pourrait être grande de signer ce marché de dupes, de mettre nos forces au service de nos ennemis, en espérant y gagner quelques miettes.

Mais le propre des marchés de dupes, c'est qu'ils sont faits pour duper.

Quelle ironie que de vouloir renverser l'ordre bourgeois, mais d'être effrayé dès les premiers obstacles ! Quelle ironie d'être si ambitieux, mais de se réfugier dans les bras rassurants du réformisme le plus plat, dès que les choses tournent un tant soit peu au vinaigre ! Ne surestimons pas l'ennemi ! Il se gonfle, montre

les muscles, mais il n'est pas invincible !

Aujourd'hui, la promotion de la peur, de l'effroi, fait le jeu des réformistes et de ceux qui ne voient comme forme de lutte que le bulletin. Effrayer, c'est mobiliser pour voter. Effrayer et gonfler la taille de l'ennemi, c'est une manœuvre pour ramener les militants, les masses, derrière la bannière ensanglantée du réformisme.

Tant que nous cautionnerons l'opportunisme et sa présence néfaste, tant que nous nous mettrons à sa remorque, nous ne grandirons jamais. Nous serons un paillason sur lequel les opportunistes s'essuieront les pieds.

Les réformistes sont nos ennemis, ils ne seront jamais nos alliés. Il est inutile d'inviter ces loups dans la bergerie.

Nous ne sommes pas seuls, nous avons le pouvoir et le devoir de gagner les larges masses, de rassembler, de mobiliser et de les organiser. Nous devons avoir foi en notre capacité à être moteur, en toute indépendance, à nous massifier, à grandir, sur nos forces propres. Nous avons le devoir d'être confiants en notre capacité à surmonter les obstacles, à dépasser et à combattre par nous même, par les masses, nos ennemis.

Pas d'unité sans démarcation !

Pas de place dans nos rangs pour les agents de la bourgeoisie et de l'impérialisme !

Unité populaire !

7. COLONIALISME ET CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Publié le 25 février 2017

La colonisation est un crime contre l'humanité.

Ces derniers temps, les propos sur la colonisation du candidat libéral, Emmanuel Macron, ont déclenché une levée de boucliers. En effet, devant la télévision algérienne, celui-ci a déclaré que « la colonisation est un crime contre l'humanité. »

Immense tollé à droite, silence gêné à gauche.

D'un côté François Fillon, adepte du Roman national, riposta immédiatement, vociférant que « cette détestation de notre histoire » disqualifiait Emmanuel Macron comme un candidat valable. Lors d'un déplacement à Toulon, ce sont les anciens combattants et les pieds noirs qui s'en sont pris à lui, pour le menacer et l'insulter sous le regard placide de la police. « Y a-t-il quelque chose de plus grave, quand on veut être président de la République, que d'aller à l'étranger pour accuser le pays que l'on veut diriger de crime contre l'humanité ? », s'est ainsi exprimée, quant à elle, la candidate frontiste. « Il n'y a rien de plus grave. » A-t-elle martelé. « C'est la justification utilisée par les voyous de banlieue pour agir, lutter, combattre contre la France et tout ce qui représente la France et notamment, évidemment, nos forces de l'ordre », a-t-elle ajouté. « Nous, la France, nous l'aimons d'une manière inconditionnelle. »

Difficile, lorsqu'une perche aussi belle est tendue, de ne pas s'en saisir. L'inconditionnel amour de la France, après tout, n'a-t-il pas emmené les camarades des fondateurs de ce parti à la défendre, dans les décombres d'un Berlin assiégé par l'Armée rouge ? Nous connaissons le sens de cet amour inconditionnel, toxique, révisionniste et criminel. Mais soit, qu'avons-nous à attendre d'individus de ce genre ? Qu'avons-nous à attendre d'individus et d'organisations dont la compréhension du monde qui les entoure ne dépasse pas celle d'un Lavisse, qui, au XIX^e siècle, déclarait « Tu dois aimer la France, parce que la Nature l'a faite belle, et parce que l'Histoire l'a faite grande. » Laissons-les vivre dans le roman national, dans leurs mythes et leurs inventions. Qu'ils polissent encore leurs dagues SS en criant leur amour à Jeanne d'Arc.

De l'autre côté d'une barrière bien amoindrie, nous supposons que l'expression politique prendrait un tour intéressant. Face à une déclaration aussi percutante,

nous pourrions nous attendre à une surenchère de la part des candidats de la gauche. Nous pourrions nous attendre à ce que les Hamon et Mélenchon rivalisent d'excuses et de condamnation envers les pages les plus criminelles de l'Histoire de France. Or, ce ne fut pas le cas. Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon ont déclaré qu'il n'était pas possible de parler de « crime contre l'humanité. »

L'excuse du candidat PS est la suivante :

« Parce que cela veut donc dire que l'on envisage qu'une cour pénale internationale puisse juger des Français pour crime contre l'humanité d'une part, et d'autre part que nous hissons cette blessure-là au niveau de la Shoah, du génocide rwandais, du génocide arménien. Je ne veux pas rentrer dans une forme de concurrence mémorielle. »

Belle esquivé. Belle manière de ne pas poser la question du caractère criminel de l'impérialisme français. Difficile, là aussi, de s'attendre à autre chose, de la part du membre d'un parti, qui reste un des grands acteurs de la Françafrique.

Celle de Mélenchon ne manque pas de saveur, pour un peu, elle aurait l'apparence d'une définition de dictionnaire du terme « néant. » Incapable, comme souvent avec les trotskistes, de prendre position, le candidat de *La France insoumise* s'est borné à déclarer « qu'un Français doit peser ses mots quand il parle de l'Algérie », « Nous condamnons tous la colonisation. C'est un sujet très douloureux, on ne doit pas dire de bêtises, il faut peser ses mots ». Or, déclarer ceci, qu'est-ce si ce n'est ne rien déclarer ? « La colonisation est un fait qui doit concerner les historiens », voilà bien comment ne rien en dire. « Sur les sujets centraux de l'histoire de France, Emmanuel Macron devrait beaucoup réfléchir » et s'exprimer « avec beaucoup de délicatesse ». Inviter à la délicatesse, mais ne pas prendre de position, voilà une entourloupe typique de cette engance centriste, incapable de prise de position.

Pourtant, le record dans l'aveuglement est décerné à Emmanuelle Cosse, de *Europe écologie les verts* (EELV). Celle-ci a indiqué qu'elle « n'utiliserait pas le terme de crime contre l'humanité », elle estime toutefois que « la colonisation fait partie des erreurs » de l'État français. C'est donc « une erreur », le fait d'avoir sciemment orchestré la domination, l'asservissement, la surexploitation d'une large partie du monde. Un ridicule achevé. Une erreur est une condamnation d'un innocent. Une erreur est une manœuvre catastrophique. Une erreur est une mécompréhension tragique. La colonisation n'est pas une bourde, elle fut un système cohérent.

Tempête dans un verre d'eau, pourtant, tant les propos d'Emmanuel Macron furent nuancés. Véritable professionnel de la double-face, il fut capable tant de parler de crime contre l'humanité que d'y trouver des aspects positifs.

Ainsi, dire « La colonisation fait partie de l'histoire française. C'est un crime, c'est un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes. » est une position que nous ne saurions critiquer. Mais le fait de tenir la rhétorique suivante : « Alors oui, en Algérie il y a eu la torture, mais aussi l'émergence d'un État, de richesses, de classes moyennes, c'est la réalité de la colonisation. Il y a eu des éléments de civilisation et des éléments de barbarie. » apporte un autre regard.

Devant les pieds noirs et les anciens combattants, le candidat de *En marche* a ainsi nuancé : « Mes propos n'étaient pas destinés contre vous, en rien. C'était simplement reconnaître une responsabilité de l'État français, et nous ne devons pas nous dérober. » À la lecture de ceci, il serait difficile de ne pas opiner — quelque peu — du chef, et d'accorder que ceci n'est pas intégralement faux. Mais la vision nuancée de l'ex-ministre ne s'arrête pas là : « la colonisation a introduit une modernité par effraction » ; « des dizaines de milliers d'instituteurs, de médecins, de fermiers ont beaucoup donné à l'Algérie ». En revanche, c'est notre interlocuteur qui, là, par effraction, tente de faire voir le colonisateur sous un beau jour. Nous allons y revenir.

Nous savons rendre à César ce qui revient à César. Les libéraux, comme Macron, n'ont généralement pas été des soutiens farouches de la colonisation. Cette forme d'économie protectionniste rentrait en contradiction avec leurs conceptions économiques. Possible qu'ils soient également humainement choqués par les crimes commis lors de ces années de répression et de surexploitation.

Il n'est pas rare d'entendre ou de lire certains de ces libéraux s'offusquer des propos réactionnaires, sexistes, racistes. Ainsi Laurence Parisot, ex-présidente du Medef, s'était emportée contre Eric Zemmour, que cela soit par rapport au sexisme du chroniqueur, tout comme à son racisme ouvert.

Il n'est pas impossible qu'Emmanuel Macron ne soit pas empreint d'un « amour intégral » à l'idée d'un pays torturant et massacrant allégrement les « indigènes ». Cela dit, ce qu'il s'abstient de dire, ce que s'abstiennent de dire chacun des candidats qui font mine de cracher sur la colonisation, c'est une chose terrible. Simple, mais terrible. C'est qu'elle fut une chose logique et cohérente.

La colonisation française n'est pas fille d'une mission divine, d'un « accident de parcours », elle est le fruit d'une logique.

L'Impérialisme français, ce terme que se refusent à employer chacun des candidats, de Jean-Luc Mélenchon le chauvin à Le Pen la fasciste, est la racine même de l'explication de tous ces crimes.

Le colonialisme, non seulement, est un crime contre l'humanité, mais également le capitalisme, l'impérialisme et le néo-colonialisme. L'impérialisme français, bien que se drapant dans le mensonge des Lumières, n'en a pas moins été l'un des plus féroces, l'un des plus sauvages, l'un des plus criminels.

Ces formes de rapports économiques portent en eux, dans leurs gènes même, le crime, la barbarie, la brutalité. Cela, pour une simple raison : car ils se basent avant tout sur l'exploitation. Cette exploitation est ce qui permet à la bourgeoisie — qu'elle fût au stade pré-impérialiste comme néocoloniale — de faire ses profits.

Or, dans sa recherche du taux de profit maximal, peu de choses peuvent entraver la marche en avant des bourgeois et des bourgeoises. Certainement pas l'éthique, car un marché est un marché, et si ce n'est pas lui — ou elle — qui s'y plante, cela sera son concurrent.

Lorsque Lénine écrivit *L'impérialisme : stade suprême du capitalisme*, il avait situé que l'impérialisme était à une période charnière. La saturation progressive des marchés nationaux, désormais entre les mains de grands trusts, la baisse tendancielle du taux de profit, tout ceci exigeait un grand bond dans la conquête de nouveaux marchés. Cela s'est fait, non plus comme à l'époque du commerce triangulaire, par le commerce, les comptoirs, l'exportation de marchandises, mais bien par celle des capitaux. Les banques et les groupements industriels se sont partagé le monde. Les armées nationales, à la solde de ces groupes, ont imposé l'ordre colonial. L'accord des populations colonisées n'était pas nécessaire.

Les obstacles, la bourgeoisie s'en est affranchie à l'aide de la violence. Les réticences et les oppositions sont balayées, quel que soit le moyen employé. Le patron, la patronne, ne s'est jamais embarrassé pour créer des syndicats jaunes, pour faire pression sur les travailleurs et travailleuses, pour menacer, pour intimider, pour faire matraquer dans la métropole. Dans les colonies, cela s'est réglé par la corruption des élites traditionnelles, mais aussi, lorsque cela ne suffisait pas au fouet, à la machette, au fusil, au gaz moutarde.

Déjà, lorsque les terres sont prises, ce n'est pas une scène poétique. Il n'y a nullement, par la douceur d'un beau matin, de bons sauvages qui sortent de leurs huttes, et qui se tournent soudain vers la mère patrie française. Si les soldats, comme le colonel de Montagnac annonce que l'objectif est d'«anéantir tout ce qui ne rampera à nos pieds comme des chiens» (tiré du Livre noir du colonialisme), ou encore «Pour chasser les idées qui m'assiègent, je fais couper des têtes, non pas des têtes d'artichaut, mais bien des têtes d'hommes.» ; les grands esprits, eux-mêmes, ne font pas preuve d'un «humanisme» particulier. Le grand Alexis de Tocqueville, ainsi, en 1841, déclare

«Je crois que le droit de la guerre nous autorise à ravager le pays et que nous devons le faire soit en détruisant les moissons à l'époque de la récolte, soit dans tous les temps en faisant de ces incursions rapides qu'on nomme razzias et qui ont pour objet de s'emparer des hommes ou des troupeaux.»

Dans le même article, il poursuit :

«Je dirai aussi que les grandes expéditions me paraissent de loin en loin nécessaires :

1° pour continuer à montrer aux Arabes et à nos soldats qu'il n'y a pas dans le pays d'obstacles qui puissent nous arrêter ;

2° pour détruire tout ce qui ressemble à une agrégation permanente de population, ou en d'autres termes à une ville. Je crois de la plus haute importance de ne laisser subsister ou s'élever aucune ville dans les domaines d'Abd-el-Kader.»

Cela n'est nullement éloigné du *Kommissarbefehl* d'Alfred Jodl, sur la conduite à tenir de l'armée allemande en URSS pendant la Seconde Guerre mondiale. Rien d'étonnant en cela. Après tout, les Allemands également considéraient leur action vers l'est comme un colonialisme. Dans le même ordre d'idée, le *Sanko Sakusen* «tue tout, brûle tout, pille tout» des Japonais en Chine, est une illustration de comment un colonisateur anéantit toute résistance. Ce n'est nullement un hasard. Le nazisme n'est ni plus ni moins qu'une application stricte, doublée de croisade antibolchevique, du colonialisme à l'Europe et aux Slaves. Ainsi, en 1950, dans le *Discours sur le colonialisme*, Aimé Césaire écrit :

«Oui, il vaudrait la peine d'étudier, cliniquement, dans le détail, les démarches d'Hitler et de l'hitlérisme et de révéler au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XX^e siècle qu'il porte en lui un Hitler

qui s'ignore, qu'Hitler l'habite, qu'Hitler est son démon, que s'il le vitupère, c'est par manque de logique, et qu'au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est que l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique.»

Mais aussi :

« On se tait à soi-même la vérité, que c'est une barbarie, mais la barbarie suprême, celle qui couronne, celle qui résume la quotidienneté des barbaries ; que c'est du nazisme, oui, mais qu'avant d'en être la victime, on en a été le complice ; que ce nazisme-là, on l'a supporté avant de le subir, on l'a absous, on a fermé l'œil là-dessus, on l'a légitimé, parce que, jusque-là, il ne s'était appliqué qu'à des peuples non européens ; que ce nazisme-là, on l'a cultivé, on en est responsable. »

Même lorsque l'économie d'une région dominée se développe, lorsque des infrastructures sont construites, lorsqu'est mise en œuvre cette « civilisation » vantée par le colon, routes, ponts, canaux d'irrigation, voies de chemin de fer, etc. ce n'est pas par grandeur d'âme. C'est la sueur du colonisé qui coule, lorsque ce n'est pas son sang.

Au procès de Klaus Barbie, puisque nous évoquons d'ailleurs les crimes contre l'humanité, l'avocat Jean-Martin Mbemba, venu du Congo, s'était d'ailleurs exprimé sur la construction du chemin de fer Congo-Océan, supervisée par la France. 20 000 morts d'épuisement, de coups de fouet, de maladie pour une ligne de 900 km de long. Cette ligne, construite par les colonisés pour le colonisateur, mais qui est considérée comme un apport de civilisation : « la colonisation a introduit une modernité par effraction. » Elle l'a surtout introduite par la violence la plus brutale.

Chaque culture, chaque usine, chaque champ cultivé sous les coups de fouet n'a été qu'au bénéfice du colonisateur. On peut chanter les louanges du progrès économique, mais jamais les colonisés n'en ont bénéficié, si ce n'est par inadvertance.

Quant aux « dizaines de milliers d'instituteurs, de médecins, de fermiers [qui] ont beaucoup donné à l'Algérie », parmi les rares grandes âmes, venues d'elles-mêmes, souvent pour des motifs d'évangélisation, combien se sont contentées de spolier les terres, d'en chasser les habitants ? La civilisation, la culture du

colonisateur, quelle fut-elle, en vérité ?

Comment ne pas revenir au *Discours sur le colonialisme*, d'Aimé Césaire, lequel écrit :

« Il faudrait d'abord étudier comment la civilisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, et montrer que, chaque fois qu'il y a au Viêt-nam une tête coupée et un œil crevé et qu'en France on accepte, une fillette violée et qu'en France on accepte, un Malgache supplicié et qu'en France on accepte, il y a un acquis de civilisation qui pèse de son poids mort, une régression universelle qui s'opère, une gangrène qui s'installe, un foyer d'infection qui s'étend et qu'au bout de tous ses traités violés, de tous ces mensonges propagés, de toutes ces expéditions punitives tolérées, de tous ces prisonniers ficelés et "interrogés", de tous ces patriotes torturés, au bout de cet orgueil racial encouragé, de cette jactance étalée, il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe, et le progrès lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent. »

Nous ne pouvons que conseiller de lire cet ouvrage dans son ensemble, de le méditer, d'y réfléchir, pour comprendre que l'Europe — et au premier rang l'État colonialiste français — a perdu son droit de donner des leçons de civilisation le jour où ses soldats ont pris pied sur un autre continent.

La culture ? L'instruction ? Aimé Césaire poursuit :

« Sécurité ? Culture ? Juridisme ? En attendant, je regarde et je vois, partout où il y a, face à face, colonisateurs et colonisés, la force, la brutalité, la cruauté, le sadisme, le heurt et, en parodie de la formation culturelle, la fabrication hâtive de quelques milliers de fonctionnaires subalternes, de boys, d'artisans, d'employés de commerce et d'interprètes nécessaires à la bonne marche des affaires. »

La culture coloniale est une culture de l'exécution des tâches exigées, une culture de la soumission mêlée de sadisme de caserne. Une culture de camp de la mort.

« Entre le colonisateur et le colonisé, il n'y a de place que pour la corvée, l'intimidation et la pression, la police, l'impôt, le vol, le viol, les cultures obligatoires, le mépris, la méfiance, la morgue, la suffisance, la muflerie, des élites décérébrées (la fameuse bourgeoisie compradore), des masses avilies. »

Les religions locales écrasées pour imposer celle du colonisateur. Leur histoire, souvent orale, ramenée au rang de mythe et de légende, tandis que le « roman national » devenait la norme. Une culture écrasée dans une tempête de flamme, pour que ne reste que ce qui peut intéresser le colonisateur : la chair du travailleur.

C'est un des aspects qui rendent l'impérialisme pourrissant et déliquescents. D'une part, se gavant de superprofits, les bourgeoisies n'investissent que peu, restent sur « la tonte des coupons ». Le monopole égale le pourrissement. C'est là une ironie suprême : les richesses accumulées par les impérialistes ont plus contribué à ralentir le développement économique de la métropole, à maintenir une grande part de la population dans l'agriculture jusque dans l'après-guerre.

Lénine a plus que raison de qualifier ce stade de pourrissant. Dans leur recherche du profit maximal, les capitalistes ont fini par creuser leur tombe. Le besoin d'une main-d'œuvre plus formée, d'élites locales, a entraîné l'apparition, là aussi, d'un prolétariat conscient de son rôle. Il a également donné naissance à une bourgeoisie nationale, hostile à la présence du colonisateur. En investissant pour développer ces régions, le colonisateur leur a donné les clés de leur libération. En supplément, celui-ci leur a appris la guerre.

Cette chair du travailleur s'est parfois muée en chair à canon, bien utile également, pour libérer la « patrie », occupée par le miroir européen du colonialisme : le nazisme. L'ironie de l'histoire se joue en partie ici, car ces combattants aguerris formèrent les cadres, l'ossature, du dispositif militaire qui brisa celui des colonialistes.

Pour gagner la liberté, pour gagner ce simple droit d'être libre, d'être une nation souveraine et indépendante, bien des sacrifices ont été faits. Les guerres d'Indochine, du Viêt-nam, tout comme la guerre d'Algérie, pour ne citer qu'elles, ont combiné les formes les plus atroces de conflit. Les armées occidentales, coloniales, n'ont reculé devant aucun moyen, aucune torture, pour tenter de faire plier les combattants.

En Indochine, cela s'est traduit par un demi-million de morts dans les rangs des forces de la Liberté. Un autre demi-million de blessés, de mutilés. Celle d'Algérie, entre 250 et 400 000 morts, certaines sources allant jusqu'à évoquer un million. Des villages rasés, des hommes, des femmes, des enfants écrasés sous les bombes, brûlés au napalm, torturés et déportés. Mais une défaite totale.

Est-ce à cause d'une méchanceté malade, d'une pathologie terrible qui

ronge tout sens moral, que cela arrive ? Même pas. Cela pourrait donner une excuse. Mais la raison est ultimement cynique : ce n'est que la logique capitaliste.

La bourgeoisie s'est simplement penchée sur ses intérêts, et a considéré que cela était la manière la plus efficace de les défendre.

Dominer un espace, c'est en faire un marché de monopole pour les manufactures de son État. Dominer un espace, s'est s'accaparer intégralement ses matières premières, c'est s'en assurer l'accès sans concurrence et librement. C'est également se doter de la possibilité de pouvoir créer cet échange inégal qui rapporte tant à une poignée de grands bourgeois, bouffis de la graisse de leurs superprofits.

Même malgré les indépendances formelles des États, le lien néocolonial poursuit cette logique. Ces Areva, ces Total, ces marchands d'armes qui sont autant de barbares avides de gros sous. Tout cela accompagné des éternels soldats coloniaux, pilliers, violeurs, engoncés dans leur racisme savamment dosé. Cette « mission civilisatrice » se poursuit.

Cette mainmise, toujours présente dans les États dominés africains, mais également dans les territoires toujours colonisés, toujours accaparés par un État français colonial. Ces « bijoux » défendus par Mélenchon, cette présence sur tous les océans, vantés comme une grandeur. Grandeur bâtie sur le sang.

Cette culture qui dégouline dans la métropole, pour se mêler à la culture policière, aux troupes de terreur envoyées dans les banlieues et les quartiers pauvres, nourries à la même imagerie de croisés hérauts de la « civilisation. »

Nous souhaitons la défaite la plus totale de notre impérialisme, et considérons qu'entraver chacune de ses actions est une de nos tâches les plus brûlantes. Nous n'accorderons aucun soutien politique, aucun vote aux promoteurs de l'impérialisme français.

Nous, communistes, nous condamnons, en « pesant nos mots », le crime contre l'humanité du colonialisme. Nous condamnons le néo-colonialisme tout comme l'impérialisme.

Nous nous réclamons de l'application stricte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à s'ériger en nation, y compris sur le territoire métropolitain. De même, nous revendiquons le droit à la libre séparation et la libre association entre les nations.

Nous voulons un procès de Nuremberg de la colonisation. Les bouchers de la colonisation n'ont pas leur place sur les plaques de nos rues. Nous devons reconnaître une bonne fois pour toutes la nature criminelle de l'entreprise coloniale.

À bas le capitalisme, à bas l'impérialisme !

Vive le communisme !

8. LES COMMUNISTES NE RAMPENT PAS DEVANT LA PARODIE DE DÉMOCRATIE DES BOURGEOIS

Publié le 6 mars 2017

Dans nos vœux d'une année de lutte, nous avons mentionné que 2017 serait une année où bien des masques tomberaient.

Nous maintenons cette affirmation, nous la maintenons et nous la considérons même déjà confirmée à plusieurs reprises.

Il est aisé, pour un grand nombre d'organisations, de se réclamer révolutionnaires. Cela, en temps normal, ne demande qu'une simple déclaration d'intention. Il est même certain qu'un grand nombre de militants d'organisations réformistes pensent sincèrement qu'elles forment un fer de lance contre le pouvoir de la bourgeoisie.

Seulement, les façades s'effondrent vite lorsqu'elles ne sont pas étayées. Souvent, il suffit d'une pression qui s'intensifie pour que les drapeaux se rangent, pour que la fierté teintée d'arrogance soit ravalée et transformée en soumission.

Que cela soit précisé, nous ne sommes pas opposés par principe à participer à des élections. Nous pensons qu'elles peuvent être un baromètre de l'État d'esprit des masses, une manière de tester quelle est notre influence dans la société.

Cependant, cette participation ne peut être que tactique, subordonnée à un objectif tout autre : celui de préparer la révolution.

Nous ne souffrons pas de la dissonance cognitive propre aux pseudo-révolutionnaires. Comment pourrions-nous clamer que nous allons mettre telle ou telle avancée en place, si de l'autre nous clamons que la bourgeoisie l'empêchera par la force ?

Certaines tentent de concilier ces deux points de vue en optant pour un moyen terme bancal : le programme de transition. Cela consiste à exiger des choses impossibles à satisfaire sous le capitalisme, soi-disant pour en montrer l'inanité, et pousser les masses à adopter les positions révolutionnaires.

C'est surtout une manière de ne PAS poser la question de la révolution, de la dictature de la bourgeoisie contre celle du prolétariat. Irréalizable, cette ligne

conduit sans rémission à la désespérance face à un échec inévitable.

Réclamer des assemblées ouvrières, réclamer l'interdiction des licenciements, réclamer des nationalisations forcées sous contrôle populaire, un salaire universel et suffisant pour tous... en somme exiger de la bourgeoisie des concessions qui formeraient un *casus belli*, voilà l'alléchant programme. Cependant, bien qu'admettant à demi-mot que celui-ci serait impossible à satisfaire, jamais ses promoteurs n'expliquent publiquement comment il sera possible de le surmonter. Tout cela par mépris pour les masses populaires, que ces intellectuels jugent incapables de se saisir des questions politiques et, surtout, de celle de la révolution.

Les exploités, les opprimés, les masses sont parfaitement conscientes de la réalité de la dictature capitaliste. Elles sont pleinement à même de se saisir des enjeux et des questions politiques.

« Les masses sont les véritables héros, alors que nous-mêmes, nous sommes souvent d'une naïveté ridicule. Faute de comprendre cela, il nous sera impossible d'acquérir les connaissances mêmes les plus élémentaires.»⁵

Voilà ce qu'écrivait Mao Zedong.

Seulement, au lieu de réaliser les tâches de Parti, les organisations opportunistes et économistes briment l'avancée politique. Au lieu de parler politiquement du pouvoir, ces organisations ne posent que des revendications économiques.

Si une organisation comme LO mène souvent un travail d'enquête farineux dans les usines, qu'en fait-elle ? Elle s'en sert pour parler aux travailleurs, aux travailleuses, non pas de politique, non pas de révolution, mais uniquement des problèmes concrets qu'ils peuvent connaître. Problèmes que les ouvriers connaissent déjà, étant ceux qui les ont transmis aux militants.

La boucle est désormais bouclée.

Au lieu d'être des partis, ils sont des super-syndicats.

Au lieu de briser le quatrième mur de la pièce de théâtre de la démocratie bourgeoise, ces mouvements la confortent, la dotent d'une crédibilité renforcée. Ne pas indiquer la nature de dictature de classe du système politique actuel, ne

5. Mao Z., *Préface et postface aux Enquêtes à la campagne*, 1941.

pas promouvoir la nécessité de le briser, c'est s'en faire son agent.

Prétendre que le pouvoir se conquiert par les urnes, lorsqu'on brandit le marteau et la faucille, c'est mentir. C'est trahir son camp et passer avec armes et bagages pour celui de l'ennemi.

C'est donner des leçons d'histoire alternative. Dans les faits, la bourgeoisie ne cède pas un pouce, insulte, menace, frappe et tue.

Dans le monde magique où vivent ces ignares et ces doux rêveurs, il semble que la bourgeoisie soit une chose morte, une chose statistique, et non cette force sociale capable de mener la guerre, l'exploitation, avide de richesses et — surtout — très consciente de sa nécessité de se maintenir au pouvoir.

Dès qu'une force anticapitaliste crédible montre le bout de son nez, la bourgeoisie se déchaîne : ou par la moquerie, si la menace est faible, tournant en ridicule les tentatives de pouvoir s'exprimer ; ou par la calomnie, par le mensonge, par le matraquage d'images bien imprégnées dans le cerveau, grâce à l'Éducation nationale et aux magazines « historiques » : « Le Communisme a fait 100 000 000 de morts, Staline est un dictateur, Mao était un être méchant. » Si jamais ce candidat persistait malgré tout, que d'intimidations, que de menaces aurait-il à braver.

Mais une fois au pouvoir, dans le monde rêvé, comment serait-il crédible de penser que la bourgeoisie céderait le sien ?

Au mieux, un refus poli serait envoyé. Au pire... gare au fascisme ! La bourgeoisie ne s'embarrasse guère de lois et d'éthique quand il s'agit d'accroître son profit. Faut-il être un incorrigible naïf pour croire qu'elle cédera l'intégralité de son pouvoir, de son statut social, de ses privilèges de classe, par respect des « règles du jeu » ?

Mais la bourgeoisie ne s'inquiète guère, et pour cause ! Au mieux les programmes de la gauche, pour les élections, sont chauvins, nationalistes et partisans de l'impérialisme, au pire, ils sont ceux de syndicats : ils exigent des euros en plus, des heures en moins, mais ne posent jamais la question du pouvoir.

Il est important d'acter ce fait : la démocratie bourgeoise, c'est la démocratie de la bourgeoisie, pour elle seule, pour gérer ses intérêts. L'État bourgeois n'est pas une chose inerte, il est l'outil conçu, forgé, mis en œuvre par la bourgeoisie pour la bourgeoisie.

Vouloir changer ce jeu de l'intérieur reviendrait à vouloir lutter un tenancier de casino à une table de *blackjack*.

À nos yeux, seule la lutte révolutionnaire peut fonctionner.

Les organisations politiques se revendiquant de la révolution, mais se présentant, montrent ainsi un visage bien triste :

Lutte ouvrière dénonce le fait de ne pas être invité sur les plateaux, par les médias, de ne pas être mentionné par la bourgeoisie. Devrions-nous nous en étonner ? N'y a-t-il pas une contradiction fondamentale entre le fait de se dire communiste et celui de s'étonner que la bourgeoisie ne soit pas jouasse à l'idée de diffuser ces idées ? Voilà bien une manière de se rouler au sol, de pleurnicher, de prendre à témoin les masses, non pas en pourfendeur de la bourgeoisie, mais bien en se ridiculisant.

Quant au NPA, il parvient à faire pire. Nous ne reviendrons pas sur l'humiliation subie par Philippe Poutou, au demeurant humiliation répugnante de la part d'animateurs d'un divertissement réactionnaire. Nous reviendrons sur la triste pétition lancée par ce parti, pour demander la participation de leur candidat.

« 2017, Poutou doit en être », pétition signée actuellement par 5 900 soutiens, n'est non seulement pas une humiliation de plus, elle est révélatrice du rapport du NPA aux élections. Quoiqu'ils s'en défendent, les militants et militantes de cette organisation implorent les élus de parrainer leur candidat, pour respecter la « démocratie. »

« Nous nous adressons à vous pour que vous permettiez à Philippe Poutou d'être candidat. Il a toute légitimité pour cela et il serait antidémocratique qu'il soit victime de la censure des grands partis institutionnels. » Mais, n'est-ce pas justement là, précisément, que le bât blesse ? La démocratie bourgeoise se caractérise par une démocratie creuse, de façade, conçue pour duper l'électeur et maintenir l'ordre.

« En 2002 et 2007 avec Olivier Besancenot, en 2012 avec Philippe Poutou son courant politique a été présent et entendu dans les débats des présidentielles, son absence serait un recul démocratique. » Son courant politique, au contraire, s'est cantonné à une participation aux élections de la bourgeoisie, en a respecté les règles et les principes, et s'est couché platement.

« Nous ne partageons pas nécessairement ses idées mais nous pensons qu'il

doit pouvoir participer au débat de la présidentielle de 2017.» Cette phrase est révélatrice, en bloc, du fond du discours de cette organisation. Elle s'adresse au petit-bourgeois démocrate, lequel soutiendra l'accès du NPA à la grande foire aux élections — et aux remboursements de frais de campagnes.

Le NPA démasque son opportunisme en ces quelques lignes. Il ne fait pas même appel aux travailleurs et aux travailleuses, en leur clamant : «votre parti est censuré, mobilisez-vous pour le défendre!» ; il ne s'en sert pas pour dénoncer la mascarade que sont les élections, pour mobiliser les masses, mais bien pour quémander, au nom d'une illusoire démocratie, une place aux côtés des exploités et des vermines.

C'est là, un point qui révèle que les élections sont pour le NPA, comme pour *Lutte ouvrière*, une fin en soi, l'aboutissement de leur stratégie, de leur programme. Nulle part l'esprit révolutionnaire n'est autant absent.

De deux choses l'une, chacune étant, de part et d'autre, une position fautive :

Ou les naïfs découvrent la censure de la bourgeoisie et ils agissent en doux rêveurs.

Ou ce sont des cris de fautive révolte, de fautive surprise, et ils agissent en menteurs en ne révélant pas la supercherie des élections.

Nous ne devons jamais mentir aux masses quant aux étapes et à la difficulté d'avancer, pas à pas, vers la construction d'un monde plus juste.

Nous ne mentons pas sur les parodies de démocratie, sur le jeu truqué de la bourgeoisie, sur sa censure.

Nous ne mentons pas sur le fait que seule une révolution prolétarienne est à même de renverser l'ordre établi et de mettre en œuvre celui de la justice, du droit, celui de la liberté pour les opprimés et les exploités.

Ce ne sont pas les quémandages électoraux, qui nous traînent dans la boue, dont nous avons besoin.

C'est celui d'un camp du peuple, d'un Parti, qui ne s'abaisse pas à quémander à la bourgeoisie des droits, mais qui les saisit, par la mobilisation des masses, qui impose son contre-pouvoir à celui des bourgeois.

Un camp qui n'agit pas dans les parlements, sauf tactiquement, mais qui agit dans la rue, dans les usines, dans les lieux d'éducation, de socialisation et même de détention.

Nous voulons créer l'opposition extra-parlementaire pour lutter contre les attaques de la bourgeoisie, créer ce bouclier politique.

Mais nous voulons plus, nous voulons à l'échelle de ce que représentent les exploités, les opprimés.

Les travailleurs sont le monde, et le monde est à eux!

9. LE SOCIAL-CHAUVINISME D'ALEXIS CORBIÈRE EST UNE NÉGATION DES CRIMES COLONIAUX

Publié le 10 mars 2017

Reçu sur RTL, le 17 février 2017, le lieutenant de M. Mélenchon, Alexis Corbière s'en est violemment pris aux propos d'Emmanuel Macron sur la colonisation. Interviewé, il a d'abord ciblé le « coup de com » d'un candidat en déplacement en Algérie, puis s'en est pris à sa pitieuse rétractation :

« La colonisation fait partie de l'histoire française. C'est un crime, c'est un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes (...) La France a installé les droits de l'homme en Algérie. Simplement, elle a oublié de les lire. »

Nous avons déjà commenté ces propos et nous avons effleuré la réponse de *La France insoumise*.

Si Alexis Corbière a raison de souligner l'absence de constance de M. Macron, ses propos sont gravissimes.

Gravissimes et révélateurs.

Cette déclaration rejette sa clique dans les bras des agents de l'impérialisme français, de cet insupportable conglomerat cocardier et chauvin. Elle rejette définitivement ceux qui la soutiennent dans les rangs des partisans de l'histoire positive, du Lavisse, du Roman national.

Qu'a-t-elle de si répugnante ?

Sur les propos de Macron, le porte-parole de Mélenchon a appliqué la méthode centriste traditionnelle : pour ménager deux positions antagoniques, l'organisation a jugé sur la forme sans jamais parler du fond. Corbière connaît son métier, il n'est pas issu des rangs trotskistes pour rien.

La déclaration aurait, pourtant, pu être intéressante :

« Je suis historien, je suis contre la colonisation évidemment. »

Mais la suite s'est enfoncée dans les ténèbres.

« Quand on est chef d'État, il faut être un peu vertébré, notamment sur des sujets sensibles (...) Le crime contre l'humanité n'est pas un concept qui se manipule comme ça. Sur la question de la colonisation, donnons la parole avant tout aux historiens. »

Or, c'est ici que réside toute la fausseté.

Les historiens ont déjà expliqué la colonisation, la guerre d'Algérie, d'Indochine, leurs millions de morts. Bien des chercheurs ont noirci des pages pour expliquer les sociétés coloniales. Ce sujet fut même une des questions proposées, pendant un temps, au CAPES d'Histoire-Géographie. Non, monsieur « l'historien » Corbière, vos confrères n'ont pas chômé.

Ils ont fait leur travail, c'est à dire donner les matériaux nécessaires pour porter un jugement. Un bon historien est avant tout un bon scientifique : il étudie les faits, il tente de leur donner une explication sensée et cohérente. Il n'est pas, en revanche, d'un point de vue primordial, un juge ou un militant.

Les génocides commis par les Allemands n'ont pas été traités, en amont, par les historiens. Ils ont été jugés. C'est un procès qui a déterminé la qualification de crime contre l'humanité. C'est par cela qu'il a pu être dit que le régime nazi était coupable, et quels auteurs étaient responsables.

Alexis Corbière aurait pu, sans grand risque, dire qu'un Nuremberg du colonialisme mériterait d'être tenu, pour juger de cela. Mais cela est déjà trop pour une organisation opportuniste.

C'est également un acte militant de dire que des faits ont vocation à constituer un crime contre l'humanité. C'est un acte militant de considérer qu'ils ont vocation à être nommés « crime contre l'humanité ». C'est ce que, en tant qu'organisation politique, nous déclarons. Nous voulons ce Nuremberg du colonialisme.

En agissant de la sorte, Alexis Corbière, bien que se vantant d'être un historien de formation — donc pourquoi ne prend-il pas la parole ? — réussit un triple saut périlleux au-dessus du gouffre, sans chuter. Il a réussi à ne rien dire.

Dire « je suis contre la colonisation évidemment » tout en ne le qualifiant pas politiquement revient à dire « je suis contre le SIDA, contre la peste, contre

la mort».

Nous trouvons cela honteux.

Nous trouvons que c'est un signal clair, sur le fait que les sbires de Mélenchon sont incapables, aveuglés par leur chauvinisme, de regarder les crimes de l'État français en face.

C'est un signal envoyé à tout ceux et toutes celles, qui, dans les ténèbres de l'oppression, luttent pour l'indépendance, pour être libre. C'est un signe que M. Mélenchon n'est pas prêt à renoncer, le moins du monde, à tout ce qui constitue la sphère coloniale et néocoloniale.

Ce n'est d'ailleurs pas étonnant. Un de ces thèmes de campagne, l'économie de la mer, dépend en grande partie de l'immense Zone économique exclusive détenue par l'État français. Zone dépendant beaucoup des « Confettis d'Empire », que l'impérialisme français tient d'une main de fer.

Ne pas lutter contre l'impérialisme français, c'est être son garde flanc.

C'est le créneau sur lequel se place M. Mélenchon, celui d'une petite bourgeoisie, d'une aristocratie ouvrière corrompue par l'impérialisme.

C'est le camp d'une réaction à visage social.

Ce camp est l'ennemi de la lutte révolutionnaire internationale.

Les communistes ne doivent pas céder aux sirènes du chauvinisme, fut-il maquillé de social. Notre rôle de militants n'est pas limité étroitement à un espace national, il est international, il est dirigé vers nos frères et sœurs de lutte. Nous sommes des maillons de la chaîne révolutionnaire. Notre première tâche est d'affaiblir, d'attaquer notre propre impérialisme, pour soulager la pression qu'il exerce.

Ne pas reconnaître le caractère impérialiste de notre État, ne pas reconnaître l'importance de lutter contre lui, ne pas soutenir les luttes des régions dominées par lui, ce n'est nullement être un agent du progrès et la lutte sociale. Au contraire, cela fait de nous des agents de la réaction et des laquais de notre impérialisme. Si nous accompagnons, si nous soutenons ses projets, nous nous faisons ces alliés.

Notre *delenda carthago* doit être la destruction de notre propre impérialisme!

À bas l'impérialisme français! Défaite pour ses tentacules!

10. ÉPOUVANTAIL FASCISTE, FANTASME ET RÉFORMISME

Publié le 12 mars 2017

« Bienvenue dans les années 30 » du journal *Slate*, « Le Front des affaires s'épaissit, Marine Le Pen menace » du *Figaro*, mais aussi, dans un autre registre « Pourquoi est-ce que plus les gens sont "de gauche", plus ils nient le danger fasciste de Marine Le Pen ? » du site internet *Les matérialistes*. Ces articles sont autant d'exemples d'un discours d'actualité, celui de pointer du doigt la menace présentée par le *Front national*.

Dans chacun de ces textes, ce qui est mis en avant est le risque de basculement dans un régime fasciste. La conclusion est donc la suivante : votez. Votez utile, même sans conviction, pour faire barrage.

Le corollaire est simple : si vous ne votez pas, vous êtes *in fine* un agent larvé des fascistes, un idiot utile, en bref, un marchepied de la fascisation.

La logique mise en avant est la suivante : la situation est difficile, depuis la crise de 2008, la population est dégoûtée de la politique, donc cela laisse le champ libre aux fascistes. Même des marxistes, ou prétendus marxistes, font un parallèle entre les années 30 et aujourd'hui.

Pour illustrer ce propos, comment ne pas songer à l'article *Lénine, organisateur et chef du Parti communiste de Russie* de la *Pravda* écrit par Staline en 1920, à l'occasion du 50^e anniversaire de Lénine :

« Il y a deux groupes de marxistes. Tous deux travaillent sous le drapeau du marxisme et se croient "authentiquement" marxistes.

Et cependant ils ne sont pas identiques, loin de là. Bien plus : un abîme les sépare, leurs méthodes de travail étant diamétralement opposées.

Le premier de ces groupes se borne d'ordinaire à reconnaître extérieurement le marxisme, à le proclamer avec solennité.

Ne sachant pas ou ne voulant pas pénétrer l'essence du marxisme, ne sachant pas ou ne voulant pas le faire passer dans la vie, il transforme les principes vivants et révolutionnaires du marxisme en formules mortes, qui

ne disent rien.

Il fait reposer son activité, non sur l'expérience, ni sur les enseignements du travail pratique, mais sur des citations de Marx. Indications et directives, il les puise non dans l'analyse de la réalité vivante, mais dans les analogies et les parallèles historiques.»

Voilà justement ce que signifie cette comparaison avec les années 1930. Elle est fausse, historiquement, idéologiquement. Elle est fausse et elle est toxique politiquement.

Des années 30 amputées de leur aspect politique principal : la menace révolutionnaire.

Chacune des comparaisons faites par ces journaux, ces organisations, ces rabatteurs agissant pour la social-démocratie, est escamotée d'une chose essentielle : la question politique, l'influence des idées communistes dans les masses.

Le journal *Slate*, aimant à se vernir de radicalité pour cacher sa vacuité, explique ceci :

« Sans la grande dépression née du krach de 1929, la plus grande crise que le capitalisme ait connue, et l'effondrement social et moral qu'elle a créé, les démocraties n'auraient pas été aussi affaiblies. Hitler n'aurait sans doute jamais pris le pouvoir en Allemagne. La Seconde Guerre mondiale n'aurait sans doute pas eu lieu. L'URSS de Staline ne serait sans doute pas devenue la superpuissance qu'elle a été jusqu'en 1989.»

Laissons de côté la répugnante petite diatribe anticommuniste de l'auteur. Après tout, *Slate* a soutenu Finkielkraut contre Nuit debout, plus rien ne peut nous surprendre de leur part. L'intérêt réside ailleurs, dans une formulation malheureuse : « les démocraties n'auraient pas été aussi affaiblies, Hitler n'aurait sans doute jamais pris le pouvoir en Allemagne ».

L'auteur, dans ce raisonnement, fait l'impasse sur plusieurs choses : d'une part le jeu vicieux des « démocraties », soufflant sur les braises, excitant Hitler à la guerre contre l'URSS. D'autre part cette négation de la réalité : il n'a jamais pris le pouvoir. Hitler n'a ni été élu ni n'a pris le pouvoir. Il a été appelé à le prendre.

Les « matérialistes » quant à eux écrivent :

« Le résultat est que des gens de centre gauche, qui ne veulent nullement du socialisme, comme Manuel Valls ou Anne Hidalgo, qui est maire de Paris, comprennent bien mieux qu'il y a une menace terrible d'extrême droite que les gens les plus à gauche, qui balaient cela d'un revers de la main, criant au chantage.

On risque alors de connaître la même situation qu'en Italie au tout début des années 1920. La grande vague de contestation sociale s'est enlisée, elle n'a rien produit sur aucun plan, ni culturellement, ni politiquement, ni idéologiquement. Et la menace sociale a fait basculer la bourgeoisie hésitante dans les bras de la haute bourgeoisie fasciste. »

Encore une fois, l'escamotage, l'analogie bâclée, tout est mis en œuvre pour instituer ce fameux chantage.

Le choix du fascisme par la bourgeoisie répondait à deux questions : d'une part celle de la situation internationale, où le repartage du monde se ferait par la guerre. Il était donc nécessaire de mobiliser et de préparer les masses à celle-ci.

Le second aspect, l'aspect primordial, était celui d'écraser les menaces révolutionnaires, de juguler les risques d'un fort mouvement de contestation politique, dirigé par un Parti communiste. L'ombre de l'URSS planait sur les bourgeoisies de tous les pays.

Dans les années 30, le contexte politique et économique avait principalement favorisé la montée des idées révolutionnaires et des forces communistes. C'est pour répondre à cette menace que la bourgeoisie a pris le choix de faire appel aux fascistes.

C'est ainsi que Krupp, Thyssen, I. G. Farben, Blohm & Voss ont financé Hitler pour qu'il renforce son influence anticommuniste et nationaliste dans la population. C'est ainsi qu'en 1933, Paul Hindenburg finit par appeler Hitler à la chancellerie, sous les vivats des grands propriétaires de trusts.

C'est ainsi que Mussolini fut appelé par le Roi d'Italie, pour liquider les grèves d'Italie du Nord.

C'est ainsi que les latifundiaires et l'Église à appeler au pouvoir Franco pour qu'il règle son compte à un gouvernement de *Frente popular* qui menaçait ses intérêts.

Les schémas se répètent.

C'est ainsi qu'agit la bourgeoisie lorsqu'elle est menacée, c'est pour cela que nous ne sommes pas des réformistes, mais des révolutionnaires.

Aujourd'hui, en France, sommes-nous dans cette situation ?

Non.

La bourgeoisie n'est pas en face d'un Parti communiste puissant, d'organisations qui sont capables de pouvoir présenter une remise en cause, une menace, sur l'ordre défini par les bourgeois et les bourgeoises.

Cela, et c'est bien regrettable, nous ne l'avons pas.

Dans ce cadre-là, la bourgeoisie n'a pas besoin d'instruments particuliers pour imposer l'ordre et la discipline dans la population. Ces instruments, elle les a déjà bien en main, ils ne sont nullement débordés par des mobilisations massives, par la constitution de doubles pouvoirs, etc.

À l'heure actuelle, nous sommes encore à l'ère des cercles, pour les organisations révolutionnaires. Nous sommes un embryon.

Il n'existe pas un camp du peuple suffisamment intimidant pour que, toutes affaires cessantes, la bourgeoisie s'empresse de l'écraser.

Les discours électoraux sont tous des discours qui flattent les projets de la bourgeoisie. Certes, comme le note *Les « matérialistes »*, il existe une bourgeoisie libre-échangiste et une protectionniste. C'est l'un des clivages. Il existe des pro-Russes et des atlantistes.

Mais il n'existe aucun anticapitaliste, aucun ennemi de la bourgeoisie qui soit en mesure de s'exprimer d'une manière suffisamment influente.

Pourtant, notent la plupart des observateurs, il existe décidément quelque chose de pourri, de menaçant, dans l'attitude de la bourgeoisie. C'est un fait. Mais il demande à être élucidé.

L'article de *Les « matérialistes »* note :

« Ils ne peuvent donc pas comprendre que si l'État passe au service d'une fraction de la haute bourgeoisie en particulier, les conséquences sont innombrables.

Si c'est Marine Le Pen qui gagne les élections présidentielles, par exemple, ce serait un pas en avant vers le fascisme, c'est-à-dire la mise en place d'institutions à vocation terroriste.

Les gens qui pensent être le plus à gauche ne croient pas en ce terrorisme. Pour eux, la France vivrait déjà ce terrorisme. Nous connaîtrions une "austérité" terrible, les policiers seraient tous des violeurs et des assassins, les manifestations seraient déjà sauvagement réprimées.

Partant de là, ils ne peuvent pas reconnaître que c'est faux, que la répression était bien plus grande même au début des années 1990 et encore plus dans les années 1970. Que l'austérité réelle représenterait bien autre chose, que le fascisme interdirait toute structure contestataire en général, afin de généraliser un apolitisme nationaliste. »

Les « matérialistes » ayant apporté leur soutien aux manifestations des policiers, paradoxe intéressant, nous doutons du bien-fondé de ces remarques. Cependant, elles soulèvent quelque chose d'intéressant.

Comme le PCF, le *Parti communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)*, qui se targue d'être *Les « matérialistes »*, commettent bien des oublis.

Entre 1936 et 1991, la bourgeoisie a offert des concessions. Elle n'avait guère le choix. Pour offrir un *modus vivendi* à la lutte des classes, celle-ci était incontournable. Pendant le Front populaire, où les manifestations, les grèves massives, mais également l'existence de l'URSS rouge inquiétaient lourdement les patrons et les patronnes.

Dans l'après-guerre, ou un PCF armé existait, bien qu'il eût — contre l'avis du *Kominform* — rendu les armes. La menace d'un basculement de l'État français était une chose réelle, concrète. C'est ce qui a justifié l'acceptation du programme du *Conseil national de la résistance* (CNR), de la sécurité sociale, du chômage, etc.

Même pendant la Guerre froide, malgré le déviationnisme du PCF et de l'URSS, les enjeux justifient, là encore, le fait de maintenir ces concessions-là. Nous interprétons cela par le fait que la bourgeoisie n'a plus peur du PCF révisionniste ni de l'URSS, d'une manière stratégique, mais qu'ils sont toujours horrifiés par ce que ces entités représentent aux yeux de la classe ouvrière.

À noter que cela justifie un mouvement en tenaille de la part de la bourgeoisie. D'une part, une relative candeur au niveau des conditions de travail et de vie, mais de l'autre, une répression féroce et brutale des mouvements révolutionnaires, des manifestations, des troubles politiques.

Beaucoup mordent dedans et oublient totalement la tendance à la paupérisation relative et absolue. La croyance que le capitalisme peut faire ruisseler les richesses, apporter la prospérité, satisfaire les besoins, déboucher « naturellement » vers le socialisme, arrive dans les discours.

C'est la période de la putréfaction idéologique, laquelle a amené bon nombre de « communistes » à défendre le salaire socialisé, à défendre les nationalisations « démocratiques », en bref à renoncer idéologiquement aux fondements du marxisme.

La fin de l'URSS supprime brutalement le besoin de compromis. Il n'existe plus de rivalité géopolitique et idéologique — même déviationniste. Dès lors, l'offensive reprend, d'abord doucement, puis en s'emballant.

C'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui :

Premièrement au fait que la bourgeoisie met fin au *modus vivendi* de la lutte des classes, à la corruption grâce à laquelle elle s'attachait à la fidélité de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie. Elle n'a jamais considéré ces aspects-là autrement que comme temporaires. Nous assistons à un capitalisme beaucoup plus agressif qui revient en force. Il ne s'encombre guère de droits sociaux.

Deuxièmement, l'endettement des banques, des ménages et des États, produit également des concessions accordées, est devenu un fruit pourri et toxique, qui ronge la solidité de nombreux rouages du système capitaliste, et devient menaçant pour sa solidité immédiate — sans menace directe, le capitalisme se régénérera, à terme.

Troisièmement, l'affaiblissement relatif des impérialismes occidentaux, au

profit de la concurrence des BRICS (BRIICS avec l'Indonésie) et de l'émergence de nouveaux acteurs géopolitiques, de nouvelles formes de menaces, auxquelles le format des armées occidentales n'est pas adapté.

Ces trois aspects conjugués donnent la situation actuelle.

Ces trois aspects n'appellent pas à l'apparition d'un fascisme immédiat en France ni à une dictature ouverte et terroriste.

Ils appellent à un durcissement de l'attitude de la répression, à un durcissement des conditions de travail, de vie, à une paupérisation de plus en plus violente et brutale des travailleurs et des travailleuses.

Cela appelle à une transformation des discours sur la guerre, à un retour de l'embrigadement et des thèses sur le service militaire. Cela appelle à la préparation de la population, en particulier de la jeunesse, à la possible guerre de masse.

Cela appelle donc à un retour, relatif, à un capitalisme pré-Première Guerre mondiale.

La bourgeoisie a-t-elle besoin du fascisme pour y parvenir ? Nous en doutons fortement.

Ce durcissement, ce chauvinisme, ces tendances pro-impérialistes sont hégémoniques dans le discours de la présidentielle. Chaque candidat qui aborde les questions politiques défend ces positions. Du social-chauvin Mélenchon à la réactionnaire Le Pen, les discours intègrent tous le « produire français », la « place de la France dans le monde », ou d'autres thèses du même acabit.

Notons au passage que LO et le NPA ne posent pas politiquement les questions, et se contentent d'agir comme des syndicats.

Hormis ceux-là, les différences entre les candidats se font sur le dosage de miettes que l'impérialisme livrera aux travailleurs.

La répression féroce, le viol des libertés formelles, l'État d'urgence, le plan Vigipirate permanent, etc. Tout ceci n'a nullement besoin de M^{me} Le Pen pour exister. Tout ceci, c'est la bourgeoisie, tout en maintenant le jeu démocratique, qui peut le mettre en œuvre, dans la joie et la fraîcheur d'une démocratie bourgeoise.

Ce n'est pas le fascisme, c'est la dictature de la bourgeoisie.

Car l'ironie de la chose est là, le fascisme est le miroir de nos succès, de la pression des organisations révolutionnaires sur la bourgeoisie, de sa force. C'est dans cette situation que les organisations fascistes sont appelées au pouvoir, pour réprimer, écraser, massacrer les révolutionnaires.

Nous ne sommes pas en Turquie, où Erdoğan arrête tout opposant, muselle, assassine massivement.

Que la bourgeoisie protectionniste soit opposée à la libre-échangiste ne suffit pas à justifier le fascisme. À moins que l'une ne prenne les armes contre l'autre, les deux peuvent très bien trouver un *modus vivendi* légal pour faire concorder leurs intérêts, en fonction des secteurs. Nous ne sommes pas dans un cas de Guerre de Sécession, où deux bourgeoisies US étaient sur un terrain d'antagonisme fort.

Nous restons face à une démocratie bourgeoise, non un fascisme.

Jeu de sémantique? Non. Question de stratégie.

Dire « la menace fasciste est devant nous si M^{me} Le Pen est élue », c'est courber l'échine sous le vent, c'est également dire « il faut voter », « il faut défendre la démocratie bourgeoise et ses valeurs ». C'est un sacrifice intégral de toute indépendance dans une période où, pourtant, la priorité devrait être la construction d'un Parti communiste. C'est une manière de crier au loup, de clamer « défendons » au lieu de « attaquons. »

C'est une manière de reculer et d'appeler les travailleurs, les travailleuses, à respecter le jeu de la bourgeoisie. C'est une manière d'occulter le fait que le gouvernement n'est qu'un exécutant de l'agenda de la bourgeoisie.

C'est un renoncement de lâche devant les tâches qui sont devant nous.

Oui, la réaction monte. Elle monte partout.

Oui, les organisations antifascistes doivent être rejointes, renforcées, soutenues par les communistes.

Oui, elles doivent être un front avec les forces progressistes, un ciment de l'unité d'action, de la lutte tant contre les fascistes qu'un outil pour défendre et propager les conceptions progressistes.

C'est un fait indéniable.

Mais se cacher derrière la social-démocratie, dans cette période où le PS est décrédibilisé, où ces vermines flanchent, c'est les conforter, les remettre en selle, redorer leur blason de notre sang et de notre sueur.

Nous ne confondons pas la menace des fascistes, qui est tactique, et la menace du fascisme, qui est stratégique : la confusion entre l'augmentation des conceptions réactionnaires, des idées fascistes, et la volonté de la part de la bourgeoisie d'instaurer ce régime. Nous rejetons la thèse selon laquelle nous serions au bord du gouffre.

Non, nous ne travaillerons pas pour nos bourreaux et pour les réinstaller sur leur trône.

Nous travaillons pour construire l'unité du peuple, pour construire un camp du peuple hors des institutions. Nous travaillons à créer l'indépendance de classe, non à prêter l'oreille aux sirènes de nos ennemis.

Nous prenons le risque de maintenir notre mot d'ordre de boycott et de construction d'une opposition extra-parlementaire.

Renforçons les organisations antifascistes, mais construisons également la lance qui percera le cœur de la bourgeoisie.

À bas les paniquards et ceux qui détournent les masses de la lutte.

À bas les lâches et leur peur.

Construisons notre front, notre Parti, balayons la bourgeoisie !

11. GUYANE : LE BAL DES IMPÉRIALISTES

Publié le 27 mars 2017

Nous retransmettons les revendications émises par le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale le premier octobre 1997.

Ces revendications sont toujours légitimes et nécessaires.

Sans être une déclaration de guerre contre l'État colonisateur, elles représentent quelque chose d'infiniment supérieur à tous les discours de *compradores*, de clients, de l'impérialisme français. Elles posent la volonté d'une rupture entre la métropole et la cage de fer qu'elle tisse sur le sol guyanais.

Nous saluons la lutte menée par les guyanais et guyanaises contre le dépeçage de leur pays, la spoliation de leur terre, l'exploitation, la misère.

Nous soutenons leur mot d'ordre de lutte contre l'impérialisme français, contre l'occupation, tout comme nous saluons toutes volontés d'indépendance.

Les communistes ont pour tâche de lutter contre leur propre impérialisme, de briser ses serres.

À l'heure où certains caractérisent la Guyane comme un bijou, comme la perle de l'impérialisme français, nous la caractérisons comme un espace d'où l'impérialisme français doit être chassé.

Dans l'actualité, pourtant, c'est le carrousel des chauvins et des impérialistes :

Benoît Hamon a ainsi dit qu'il était « le seul candidat à proposer de doter les outre-mer d'un fonds pour l'égalité réelle de 2,5 milliards d'euros sur 5 ans ». Il a indiqué « maintenir la sur-rémunération des fonctionnaires ». Une manière de maintenir une élite coloniale bien disposée. Grassement payés, les fonctionnaires venus de la métropole ne risquent pas de remettre en cause leurs avantages.

François Fillon, lequel a probablement d'autres chats à fouetter, s'est contenté d'un laconique trait sur une situation étant « la conséquence de l'échec de la politique de François Hollande ».

Marine Le Pen a éructé, comme à son habitude, des platitudes sans nom :

« J'ai vu et j'ai compris que nos compatriotes de Guyane n'en peuvent plus, ils sont comme nous tous, ils n'en peuvent plus d'une immigration massive ; de l'insécurité qu'elle génère, quand 50 % des détenus en Guyane sont étrangers ; que la Guyane soit devenue le département le plus criminogène de France ; de la saturation des services publics et de ne plus avoir accès à des services de santé débordés. (...) Je nommerai un ministre d'État de l'Outremer et de la Mer qui, en Guyane, s'attellera à la lutte contre l'immigration, l'insécurité, au développement économique, au travail de désenclavement ».

Au fin fond d'un système colonial pourrissant, Marine Le Pen réussit le tour de force de parler de l'immigration. Quelle ironie mordante, dans une région occupée et colonisée par un conquérant venu de l'autre côté de l'Atlantique, que de vomir la haine sur les habitants de l'autre côté du fleuve !

Ce n'est nullement une surprise. Mais la palme de l'impérialiste le plus splendide revient sans conteste à Jean Luc Mélenchon, lequel, non seulement, trouve à s'exprimer de la manière la plus cocardière possible, mais, encore, réussit à flétrir l'impérialisme américain. Vendre notre impérialisme comme plus doux, plus humain, plus inspiré par les Lumières, quelle audace.

« C'est à la Guyane française à laquelle nous adressons un immense salut de solidarité ! La Guyane, c'est nos petits chéris, c'est la France en Amérique du Sud, tel que, si j'étais élu, nous prendrions place non pas comme le fourgon de l'armée nord-américaine mais comme un partenaire direct avec les pays de l'Amérique latine, puisque la France est un pays d'Amérique latine ! »

Non seulement Jean Luc Mélenchon ne veut pas entendre parler d'indépendance, de décolonisation, mais il tente d'emballer l'impérialisme français dans un costume de velours. Voilà qu'il veut lancer les tentacules du 4^e exportateur d'armes mondial, de la 6^e ou 9^e puissance mondiale (selon la méthode de calcul), à l'assaut de l'Amérique latine.

Son bijou, sa perle, a porté d'autres noms avant : Indochine, Algérie...

Nous savons quel genre de partenaire notre impérialisme a été.

Nous sommes des occupants, non des partenaires.

Quant à la réponse aux problèmes, selon lui, la voici :

« Ce sont les questions que nous mettons à l'ordre du jour : la disparition de

l'État qui a plongé la société dans le chaos, des richesses immenses que personne ne pense à utiliser d'une manière respectueuse de la nature.»

Ni critique du capitalisme ni de l'impérialisme. Et pour cause, sa base sociale se trouve dans la petite bourgeoisie et dans l'aristocratie ouvrière. Ceux-là mêmes qui touchent les miettes de la domination coloniale et néocoloniale. « Sous la VI^e République, l'impérialisme sera transfiguré, deviendra l'ami des peuples, son outil d'émancipation. » Voilà, en somme, la teneur de ce discours.

L'élection présidentielle démasque chacun des acteurs qui la compose comme des valets de la bourgeoisie, des grands monopoles économiques, de l'impérialisme.

Rien à attendre de ce côté.

Nous n'avons pas besoin d'un impérialisme plus beau, mais bien de sa défaite.

Nous avons besoin d'une union rassemblant les forces révolutionnaires, progressistes, anti-impérialistes qui se battent au sein de et contre l'État français.

Nous devons battre le chauvinisme et le social-impérialisme.

Halte à l'impérialisme français!

Hors de Guyane! Hors des colonies!

12. MATCH RETOUR POUTOU-BOURGEOISIE : 0-2

Publié le 3 avril 2017

Le NPA vit, en 2017, son *annus horribilis*. Une campagne qui peine à démarrer, une absence visible d'unité de volonté et, dans les médias, des interventions qui dérapent.

Ainsi, la pétition de supplications, « #2017poutoudoitentre », a donné une image plus que déprimante d'une organisation qui se fardait, auparavant, d'un vernis radical. Celle-ci, rédigée sur un ton destiné à fendre les cœurs, ne pouvait pas de critique politique de la campagne présidentielle, de la démocratie bourgeoise, du capitalisme.

Ce qui formait la base du discours, à l'origine, était l'idée d'utiliser les élections comme tribune pour dénoncer le capitalisme, l'impérialisme, l'exploitation. La tactique a pris le pas, visiblement, sur la stratégie. Prêt à tous les compromis pour remporter cette bataille — tactique —, le NPA est incapable, désormais, de mettre en place sa stratégie. En voulant jouer sur les deux tableaux, en voulant à la fois glaner des voix et conserver une image radicale, le NPA a donné naissance à une stratégie hybride. Un peu de l'un, un peu de l'autre, peu de résultats. Comme dans la nature, les hybrides sont bien souvent stériles.

L'absence d'unité de volonté s'est montrée à plusieurs reprises. Des militants et militantes NPA ont ainsi déclaré qu'ils et elles hésitaient entre l'abstention et le vote Poutou. Beau coup de poignard dans le dos du candidat. Plusieurs raisons à cela, contradictoires sans s'exclure mutuellement : d'une part un sincère attachement à l'idée que cette élection est une bataille perdue d'avance, et un constat que le NPA peut y laisser des plumes et y perdre en crédibilité. D'autre part, le fait que le mouvement de boycott prend de l'ampleur : Boycott 2017 et Génération ingouvernable. Le NPA, organisation sans physionomie politique, voit certaines de ses fractions hésiter à rejoindre cette ligne. Flairant la bonne affaire, ils et elles cherchent à se positionner, à faire leur nid. Si Poutou échoue, ou plutôt lorsqu'il échouera, sans surprise, sans vergogne, les militants NPA déclareront les élections nulles et clameront que leur idée était — dès le début — de boycotter.

Comme en 2012, où les fractions du NPA s'étaient attaquées les unes les autres, pour la répartition de la trésorerie, notamment, Philippe Poutou se retrouve avec un staff diminué, divisé, tiraillé. Ce n'est pas une situation enviable. Nous

ne doutons pas de sa sincérité ni du fait qu'il soit humainement sympathique. Cela ne facilite pas, évidemment, le fait de le voir haché menu par les piranhas de la bourgeoisie.

Lors de sa première prestation, dans l'émission *On n'est pas couché*, présenté par Laurent Ruquier, le candidat s'est fait écharper, humilié, par le présentateur et son équipe. Déjà, nous avons commenté cela dans notre article « Les communistes ne rampent pas devant la parodie de démocratie des bourgeois ».

Le nouveau *round*, samedi, a été commenté par Julien Salingue par ces termes : Philippe Poutou invité chez Ruquier hier soir, ou le nouvel épisode de « un ouvrier, c'est là pour fermer sa gueule ».

L'arrogance et le mépris social dont fait preuve cette petite caste, incapable de supporter la moindre critique, sont à vomir.

En effet, malgré un avertissement sec la dernière fois, malgré cette humiliation, le candidat du NPA a été dominé, écrasé, par le jeu de perturbation des présentateurs, des intervenants, lesquels ont taillé en pièce son discours, au point de le rendre inintelligible. Une stratégie politique, même fautive, demande du temps pour être étayée, développée, expliquée. Cela n'était nullement le cadre ou le lieu, le format de l'émission, de base, ne s'y prêtant pas. Même avec les meilleures intentions du monde, Philippe Poutou partait déjà perdant, face à la répartie, la punchline, qui est le point central de cette émission.

Pour enfoncer le clou, les présentateurs ont même insisté sur l'aspect de double face du candidat, souriant ici, mais incisif sur les réseaux sociaux.

Cette séquence, même pour nous qui tenons la ligne de l'abstention, qui considérons que la stratégie du NPA est fautive et opportuniste, n'en est pas moins désagréable à regarder.

Sur les réseaux sociaux, on s'étonne, on s'indigne, on crie à l'insolence au mépris de classe.

Mais, et nous nous adressons à tous les militants et militantes, à quoi vous attendiez-vous ?

Seriez-vous devenus naïfs au point de croire que les médias, les émissions de divertissement, sont neutres ou amicaux envers les militants progressistes ? Qu'ils vont accueillir avec des sourires, avec de la tendresse, de la compassion,

ceux qui défendent l'idée d'un partage des richesses — même réformiste — comme Philippe Poutou ?

Cette indignation, qu'elle soit légitime ou jouée sur un air faussement choqué, doit cesser.

Elle doit se muer en résolution.

Que croit-on ? Que la bourgeoisie est *fair-play*, qu'elle accepte qu'on l'attaque, qu'on la dénonce, qu'on la pointe du doigt comme la responsable des maux de la terre ? Non, elle se rebiffe.

Elle corrompt.

Si elle ne peut corrompre, elle humilie et salit.

Si cela ne suffit pas, elle tue.

La grande faiblesse de Philippe Poutou, comme de nombreux « révolutionnaires », qui, au final, sont des humanistes romantiques, c'est de ne pas avoir attaqué. D'avoir voulu être le gentil, la victime des méchants. Cela colle bien à l'image de son parti, de sa révolution romantique, rêvée, jamais construite.

Nous ne sommes pas là pour être les gentils, pour être les victimes, nous sommes ici pour battre la bourgeoisie.

Nous ne sommes pas ici pour être humiliés mais pour gagner.

Nous savons que, lorsque la bourgeoisie fait mine de nous donner la parole, c'est pour — au mieux — faire une répétition d'un « diner de cons », au pire pour nous assaillir sous les tonnes de mensonges anticommunistes.

Il ne saurait en être autrement dans une société divisée en deux classes antagoniques.

Ce qui est, fondamentalement, le véritable scandale, c'est de croire encore en la bienveillance de nos ennemis, que de leur tendre le cou pour qu'ils nous décapitent.

Ce qui est fondamentalement notre faiblesse, c'est — une fois sorti des discours — cette tendance que nous avons à être bernés par des pièges grossiers.

Si nous voulons gagner, nous devons grandir, briser définitivement les mythes, dont ceux des médias neutres, ceux de l'État neutre, ceux des élections « démocratiques ».

Pour gagner, nous n'avons pas besoin de candidats, de pétitions, de supplications, mais de militants, d'organisation. Nous avons besoin d'un Parti, d'un Front.

Cessons de croire dans la bourgeoisie. Cessons de jouer ses jeux truqués.

Croyons uniquement en nos propres forces ! Ne comptons que sur elles !

13. DERNIÈRE LIGNE DROITE AVANT LES ÉLECTIONS

Publié le 9 avril 2017

Le dénouement des élections approche à grands pas. Un, ou une, nouveau leader du conseil d'administration du capitalisme et de l'impérialisme français va émerger.

Après ces élections, l'ordre bourgeois restera inchangé.

Ceci est une certitude.

Non seulement du fait des sondages, du fait des votes, mais bien du fait du jeu lui-même. Seule la naïveté politique peut permettre de croire que la bourgeoisie donne l'opportunité aux travailleurs, aux travailleuses, de la renverser par les urnes.

Car la bourgeoisie n'est pas stupide, loin de là. Elle est vive, réactive, elle anticipe. Contrairement aux discours moralistes, ce n'est nullement par méchanceté qu'elle agit ainsi, mais bien parce qu'elle est très consciente de ses intérêts de classe et très motivée à les défendre.

Elle a organisé un système de répression, un système chargé d'arbitrer les conflits en sa faveur, chargé de gérer le plus pacifiquement possible l'exploitation. Ce système est l'État bourgeois. Telle est sa nature, telle est sa mission.

L'État n'est pas neutre, n'est pas une entité coupée de la lutte des classes, flottante, une île au-dessus des conflits. C'est un fer de lance de l'oppression de classe. Ceux qui pensent qu'il est possible de changer sa nature, de la bouleverser, d'en faire la conquête, sont dans l'illusion, dans un réformisme naïf. Il en est de même pour ceux et celles qui se présentent aux élections aujourd'hui.

L'élection, tel le carnaval des fous, fait vivre la croyance en la possibilité de remettre en cause le pouvoir. Ce qui se déroule, chez ceux et celles qui, à travers les urnes, pensent changer les choses est une joute illusoire. Une joute, d'un David réformiste radical contre les Goliaths des partis institutionnels. Si, dans l'Ancien Testament, David vainquit Goliath dans un combat franc, à mort. Dans les élections, David — NPA/LO — porte la réforme et combat dans une arène construite par et pour Goliath.

Pour poursuivre dans la métaphore, cela revient à jouer dans un casino, à une table de joueurs tricheurs, propriétaires de l'établissement, et d'espérer néanmoins gagner.

L'Unité communiste de Lyon, comme une grande partie des organisations communistes, a pris une position claire sur le boycott des élections.

Nous revenons un instant sur ce mot d'ordre :

Il est, dans la gauche réformatrice, de bon ton de tirer à boulets rouges sur les abstentionnistes. Avec la grâce et la candeur d'un cours d'éducation civique, les militants et militantes de ces organisations expliquent docilement que ne pas voter prive du droit de critiquer le résultat des urnes. Que cette démarche est un sabotage de la lutte menée, que ce mot d'ordre fasse le jeu du *Front national* ou d'autres hommes de paille.

N'est-ce pas une splendide inversion de logique ? Si nous acceptions de jouer ce jeu truqué, en déclarant qu'il est valide, valable, qu'il est dans les règles, nous serions-là — moralement liés à son résultat. En d'autres termes, si nous jouons le jeu, nous devons en accepter l'issue.

Lorsque François Hollande fut élu, notre organisation n'existait pas encore. Mais ses militants portaient déjà ce mot d'ordre. La gauche qui a élu Hollande, Mélenchon y compris, avait donc donné sa voix, sa validation, à l'homme, au gouvernement, qui liquida le plus le Code du travail et la protection sociale dans la V^e République.

Quelle légitimité ces porteurs du fléau ont-ils à le critiquer après coup ? Aucune.

Dans les publications de 2012, émises par nos militants, nous annoncions ce résultat. La bourgeoisie avait choisi Hollande comme son fer de lance. Le soutenir signifiait se compromettre avec lui. Voter signifiait accepter le jeu truqué. Voter signifiait donc le considérer comme légitime et démocratiquement élu.

Dans un placardage anti-électoral, daté de 1906, signé d'Albert Libertad : « Le criminel c'est l'électeur », les anarchistes pointaient du doigt, avec une rare raison, ce jeu truqué. Ce texte n'est pas vieilli, n'est pas obsolète. Il est encore un credo, moralisateur certes, mais, sur le fond, juste.

Nous ne jouons pas les jeux truqués de la bourgeoisie, nous ne leur donnons

pas notre validation.

Nous ne faisons pas mystère de notre principe : stratégie ferme, tactique souple. Nous pourrions participer aux élections, si notre organisation était suffisamment grande, puissante, influente. Nous le pourrions d'une manière tactique.

C'est là ce qui nous démarque de LO/NPA, lesquels clament que leur présence est tactique, mais leur discours les contredit. Dans celui-ci, ceci est présenté comme, non seulement une, mais LA stratégie de leur organisation. Derrière leur vernis révolutionnaire ne se cache que du vieux *menchevisme*, du vieux réformisme.

Un candidat communiste n'aurait de poids, d'intérêt, que dans la recherche de la rupture : dans un choc frontal avec la social-démocratie, dans un choc frontal avec les institutions, dans une dénonciation du fond et de la forme de cette élection. Cette opportunité d'agitation et de propagande devrait déboucher sur des mots d'ordre mettant en avant la démocratie populaire, les *soviets*, la dictature du prolétariat comme seule véritable démocratie. Or, ce n'est nullement le cas. La bataille se perd dans les détails, dans les tranchées. L'idéologie communiste, qui est un scalpel tranchant, s'émousse dans les batailles de chiffres, de pourcentages, dans les détails.

Voilà, selon nous, ce qu'un candidat communiste devrait faire, non pas chercher la bataille de tranchée, la bataille économiste, mais la bataille politique, la rupture de front.

La bourgeoisie s'est prémunie contre l'arrivée de ces trouble-fêtes en mettant en place des barrières : les 500 signatures, avec une procédure encore alourdie, sont un écueil, un brise-lame. Celui-ci franchi, les frais conséquents d'une campagne ne sont pas à la portée de toutes les bourses. Il faut — comme Jean-Luc Mélenchon, comme Marine Le Pen — emprunter aux banques, contre des sourires narquois, contre des garanties, ou à la Russie, faisant, quelque part, du parti le plus nationaliste, une cinquième colonne des intérêts russes. Belle ironie.

Si le NPA a été écrasé dans la bataille de détail qu'était ONPC, le réformiste radical Poutou a brillé au débat à 11. Capable de pouvoir mener l'offensive, plutôt que de rendre les coups, il a pu torpiller François Fillon et Marine Le Pen. Les cris d'horreur, les attaques *ad hominem* lancées contre lui par les gardiens de la réaction sont le miroir de ce succès. Les tweets de Luc Ferry en sont l'illustration, l'attaquant sur ses habits, sur son ton, non sur le fond de l'affaire.

Le refus d'un deuxième grand débat par Mélenchon et Macron, le premier attaqué sur la gauche par *Lutte ouvrière*, le deuxième invisible, est également le reflet de la position des partis plus imposants, laquelle est de ne pas vouloir se laisser attaquer par les « petits ».

Tel le petit torpilleur s'attaquant au cuirassé, les petits candidats ont décoché des coups secs mais effrayants.

Nous ne cachons pas notre antipathie vis-à-vis du trotskisme. Que cela soit le menchevisme du NPA, le soutien qu'il apporte à des agents de l'impérialisme français en Syrie, son centrisme débilisant. Nous n'avons jamais caché non plus notre opposition à la ligne opportuniste de *Lutte ouvrière*, qui soutint la police lors de ses manifestations.

Pourtant, nous rendons à César ce qui revient à César. Au cours de ce débat, ces deux intervenants furent en mesure de décrocher quelques salves bien ajustées sur les positions des « grands. »

Cela a fait hurler.

Les partisans de Mélenchon ont conspué Nathalie Arthaud, dans des hululements de meute, outrés du crime de lèse-majesté commis à l'encontre de leur leader.

La bourgeoisie s'est exprimée rapidement pour insulter, colmater les brèches, contre attaquer. À ce titre, Bruno-Roger Petit, journaliste à *Challenge*, s'est fendu d'un article d'un ridicule achevé sur le « danger Poutou ».

Sur son propre terrain, sur ses propres règles, au milieu de ses chausse-trappes et de ses pièges, la bourgeoisie hérissé déjà le poil. Pourtant la menace est faible.

Un débat suffit à l'irriter.

Rappelons-nous des campagnes anticommunistes, de calomnies, de mensonges, faites contre l'URSS et ses dirigeants. C'est le destin de tous ceux qui s'opposent à la bourgeoisie que d'en être victime. Ironie de la chose, ceux qui sont ciblés par ces articles, aujourd'hui, sont les colporteurs les plus zélés de l'anti-léninisme.

Dans quelques semaines, cette campagne sera terminée. Avant que le rideau ne retombe, avant que la scène ne soit close, un dernier tour d'horizon et

quelques derniers pronostics.

Tour d'horizon des présidentielles.

Un socle, un monolithe unit les débatteurs : l'impérialisme français. Aucun ne le reconnaît, aucun ne le cible comme LE premier ennemi.

Si certains, quant à la Guyane, soutiennent la lutte, cela reste un soutien économiste. Cette lutte est présentée comme légitime, mais elle est prise sous un angle purement syndical, non sous un angle de colonialisme, de libération nationale, de lutte contre l'impérialisme. En cela, tous partagent un fond chauvin.

La question nationale, au sein de l'hexagone, est gentiment glissée sous le tapis. La question de la Polynésie, portée par Oscar Temaru, tout comme celle de Mayotte, de la Nouvelle-Calédonie, n'est abordée que sous l'angle des « avantages » qu'offrent ces possessions à l'impérialisme français, jamais sous leur vrai nom : des colonies.

Celui qui peut le plus peut le moins. Celui qui refuse d'aborder le moins n'abordera jamais le plus. La Corse, la Bretagne, le Pays basque, pour ne citer qu'eux, sont absents des débats. Comment en serait-il autrement lorsqu'il est clair qu'aucun des candidats n'accepterait le moindre renoncement à une terre « française » ? Nous annonçons, par là même, notre intention de produire une brochure sur la question nationale dans l'État français.

D'une manière générale, il n'existe que deux positions sur l'impérialisme :

Celle des fiers promoteurs, qui n'hésitent pas à clamer que la France est une grande puissance, qu'elle est motrice dans l'Europe, que c'est une fierté de vendre des armes. C'est la position hégémonique au centre.

Celle, pleurnicharde, geignarde, des négateurs, qui prétendent que la France est un pays dominé. Dominé par l'OTAN, par les USA, par M^{me} Merkel. C'est la position hégémonique sur les ailes, excepté le NPA et LO, qui condamnent moralement l'impérialisme tout en adoptant une position — comme usuellement — centriste. Ou bien en soutenant « l'intervention humanitaire » ; ou en soutenant les agents de l'impérialisme français et occidental en général.

Il est fascinant de voir que le trotskisme, dont l'alpha et l'oméga étaient la haine contre l'URSS, s'accommode toujours très bien d'un atlantisme de bon ton.

Hormis ce bémol, tout candidat est purement et simplement un agent de l'impérialisme français.

La première position, le tour en est fait rapidement. Elle est axée autour du libre-échange, du libéralisme triomphant, de la mondialisation heureuse et joyeuse. Elle est celle d'une espèce de rêve américain adapté à la France, par ailleurs l'atlantisme se confond régulièrement avec elle son illustration la plus parfaite est Emmanuel Macron, le banquier aux dents longues.

La seconde est biface. Elle est protectionniste, ouraliste. Si elle s'oppose au libéralisme — en façade —, elle ne s'oppose pas au capitalisme en tant que tel.

La face fascisante, fascistoïde, de M^{me} Le Pen et de ses satellites, qu'ils soient sur des orbites stables — Dupont Aignant — ou carrément excentriques — Asselineau et Cheminade. Suppression des droits sociaux, xénophobie, fonds de commerce sur la haine de l'islam et des Arabes... une ligne classique.

La face sociale-chauvine, dont le tenant, Mélenchon, est régulièrement présent dans nos colonnes. Cette gauche chauvine ne peut que nous évoquer les Doriot et les Déat. Social, oui, Mélenchon l'est. Impérialiste, oui, aussi.

La nouvelle indépendance française, promue par *La France insoumise*, signifie qu'elle n'était pas indépendante avant. Son obsession de la menace allemande, de l'OTAN, des USA, évoque les chauvins de la seconde internationale, internationaliste en façade, mais toujours prête à défendre la mission civilisatrice et la supériorité de leur impérialisme sur celui des autres.

Tout comme les leçons de géographie maritime par un Jean-Luc Mélenchon devenu instituteur de la III^e République : « regardez, jamais le soleil ne se couche sur la France ». La fascination morbide pour les Zones économiques exclusives (ZEE) étendues, pour les zones contrôlées, pour la présence sur chaque continent de l'État français est révélatrice du fond ultra-chauvin et nationaliste du candidat.

Derrière les beaux discours, lorsque le vernis social s'écaille, il ne reste qu'une chose : « l'impérialisme français sera renforcé et donnera de beaux fruits ». *Ite missa est.*

Et, lorsqu'il tempête, c'est contre la finance, le mauvais capitalisme, le capital apatride. Par contre, le bon, l'industriel, le patriote, apporte la richesse. Son projet n'est pas de dépasser le premier, mais de ramener le capitalisme à son

« bon stade ». Mélenchon, comme de nombreux réformistes, y compris des réactionnaires, veut faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

Bêtise ?

Nous ne pouvons le croire. Son parcours parle pour lui. Mélenchon est passé par l'*Organisation communiste internationaliste* (OCI) qui porte bien mal son nom. Il ne peut ignorer les lois du développement du capitalisme, de l'impérialisme. Il ne peut ignorer ce que signifie « impérialisme français ».

Donc, s'il ne le dit pas, ce n'est pas qu'il l'ignore, c'est qu'il ment consciencieusement. Pour quelle raison ? Probablement celle, commune aux trotskistes, qui est cette croyance dans le fait qu'il faut mentir aux masses.

A. DANS LA TÊTE DES SUPERS-SYNDICATS

La critique du capitalisme et la lutte des classes sont, dans cette élection, le monopole de deux forces : *Lutte ouvrière* et le Nouveau parti anticapitaliste.

Cependant, cette critique reste superficielle, trade-unioniste, économiste, syndicale. C'est là une caractéristique des organisations trotskistes, c'est leur apolitisme.

L'idée maître des organisations et des militants et militantes trotskistes est un rapport particulier aux masses. Dans ce cadre-là, il est tout à fait possible d'inclure, par ailleurs, le duo national-trotskiste formé par Mélenchon et Corbière.

Les trotskistes considèrent que les masses sont attardées, incapables de comprendre les conceptions politiques. Qu'elles sont effrayées par ces questions et que, par voie de conséquence, il ne faut pas leur en parler. Les mots d'ordre doivent donc rester platement au niveau du vécu direct, concret, des travailleurs. Salaire, conditions de travail, oui. Plus loin, non.

Ainsi, les trotskistes, particulièrement LO, sont maîtres dans le fait de parler aux ouvriers de leurs propres problèmes. Ils et elles font un travail d'enquête réel, et sont capables de savoir ce qui se passe dans les usines qu'ils et elles ciblent.

Mais, tandis que les communistes considèrent qu'il faut être capable, pour appliquer la ligne de masse, de reformuler et de politiser les problèmes concrets des travailleurs, les trotskistes se contentent de leur parler de ce qu'ils et elles connaissent déjà. Et pour cause ! Ce sont ces travailleurs et travailleuses qui

les en ont informés. Cela n'avance pas, ne décolle pas, ne permet pas une prise de conscience politique.

Les revendications des trotskistes ne parlent donc jamais de révolution, de pouvoir de politique, mais de revalorisation du SMIC, d'interdiction des licenciements, de taxation du capital. Jamais cela ne pose la question du Parti autrement que sous une forme vague et confuse.

Ou ces revendications sont sottes : un SMIC à 1 800 € se solde par une inflation qui dévore tout. Cela n'avance à rien, au lieu de créer de la richesse, cela revient à faire simplement baisser la valeur de la monnaie.

Ou elles font partie du programme de transition : des revendications qui sont impossibles à satisfaire sous le capitalisme, donc qui démontrent les limites de ce système, donc qui font que les masses se soulèvent, avec colère, contre ce système et l'écrasent. Beau plan.

Dans le monde réel, non seulement les candidats ne sont pas élus, mais leur programme voué à l'échec marche dans un sens : il échoue. Il déclenche la désespérance chez les masses, brise leur combativité.

La césure entre le NPA et LO s'est vue dans leur attitude vis-à-vis de la sociale démocratie : Poutou a attaqué la droite (Fillon et Le Pen), mais n'a pas attaqué un seul instant Mélenchon. Nathalie Arthaud, quant à elle, a croisé le fer avec le leader de *La France insoumise*, attaquant son programme et ses mensonges sur une illusoire VIe République.

Le premier considère la social-démocratie comme son allié, dans une tradition de « tirer vers la gauche » celle-ci, dans le fait que, *in fine* le trotskisme vit aux crochets de celle-ci ; la seconde le voit comme un traître, sans toutefois le dénoncer non plus comme cela.

Bonne ou mauvaise prestation, le résultat est le même, le jeu des bourgeois est resté un cadre valable pour la bataille politique, le quatrième mur est resté intact.

Aucun des candidats de la « gauche de la gauche » n'a brisé ce mythe et n'a dénoncé la dictature de la bourgeoisie.

B. DU CÔTÉ DU FAVORI

Macron, selon toute vraisemblance, est plutôt bien parti pour devenir le plus jeune président de l'État français. Les capitalistes, depuis la disgrâce de François Fillon, se tournent vers lui. Lorsque Hollande demande à ce dernier de se retirer — officiellement — c'est la voix de l'Élysée, de l'État français, qui exige la fin de la campagne du candidat républicain. C'est le président du conseil d'administration des intérêts de la bourgeoisie qui s'exprime.

Fillon n'est pas un concurrent de Benoît Hamon. Il ne lui ôte guère de voix. Celui dont il grignote les plates-bandes est le candidat de *En marche*. Ce n'est pas une attaque, en soi, contre Fillon, mais bien un appel à la raison pour faire gagner le poulain du Medef.

Tant le ralliement de Valls que la parole de Hollande sont donc des appels à faire élire ce candidat, contre, même, le dauphin légitime.

La bourgeoisie appelle Macron de ses vœux. Il est probable, avec le report des voix, qu'il parvienne au pouvoir. Il brûle d'impatience de servir ses maîtres, d'être leur plus fidèle laquais. C'est son seul programme, être leur parfait outil, leur parfait moyen d'opprimer et d'exploiter.

Hamon, quant à lui, est l'enfant déshérité. Le *Parti socialiste*, à travers sa primaire, l'a adoubé. Adoubé pour mieux le renier après. Fils légitime, il est pourtant abandonné par les ténors du parti, lesquels comprennent que le vent souffle dans les voiles du requin Macron.

Dépourvu d'appareil, il aura besoin de cadres expérimentés. Ceux et celles, qui, au *Parti socialiste*, veulent conserver leur place, leur sinécure, se rallient dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard. Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon, premier parmi les opportunistes, a ouvert la voie. Non seulement en soutenant ouvertement le candidat de *En marche*, mais en censurant même ses détracteurs.

Entre l'échec, la perte de places et le déshonneur, la tradition sociale-démocrate s'applique avec rigueur : trahir, s'humilier, s'avilir n'est pas un problème. Le PS ne sombre pas avec dignité, mais, tels des parasites quittant leur hôte mort, part à la recherche d'un sang neuf à vampiriser.

Le *Parti socialiste*, en tant que tel, peut survivre. Organisme primitif et lâche, digne héritier des tendances opportunistes de la seconde internationale,

fusionnée avec le trotskisme, son absence totale de physionomie politique peut le lui permettre. Mais il est blessé, pour le moment.

Hamon, en tant que tel, est un personnage secondaire de cette élection. Il serait hautement improbable qu'il puisse se hisser au deuxième tour.

Fillon, de favori, est maintenant le pestiféré. Les affaires se sont accumulées avec une telle intensité, avec une telle régularité d'horloge, qu'elles en ont formé un magnifique opéra. Fillon, pour notre grand bonheur, nous offre un spectacle digne du crépuscule des dieux. De scandales en scandales, de maladroites publiques en mépris glaciaux, François Fillon décroche une palme d'or des campagnes calamiteuses. Lui non plus ne sera probablement pas sélectionné pour l'épreuve finale.

Tout comme le *Parti socialiste*, *Les Républicains* devraient survivre à cette catastrophe. Le national-catholicisme, des soutiens du candidat, est un bloc solide homogène, qui ne risque pas d'être fragmenté.

Le vote des déçus de Fillon se reportera-t-il sur Le Pen ou Macron ? Mystère.

C. MENACE OU ÉPOUVANTAIL ?

La menace Le Pen est un fonds de commerce, pour la social-démocratie pour fixer, figer le débat. « Faire le jeu du *Front national* » est devenu une ritournelle constante, utilisée pour saper le travail des organisations refusant le jeu de la bourgeoisie. Combien de fois l'avons-nous entendu ? Combien de fois, depuis le 21 avril 2002, n'avons-nous pas eues à répondre à ces accusations ?

Certains courbent l'échine. Certains sont effrayés.

À demi-mot, les langues se délient : voter Macron serait la solution, le barrage républicain, le sursaut démocratique.

Chacun communique, mais chacun devra assumer, le temps venu, le coût politique de sa stratégie.

Nous ne sommes pas des partisans de Bordiga, pour nous la social-démocratie, la démocratie bourgeoise libérale, et le fascisme sont deux choses différentes. Nous ne les mettons pas sur le même pied et nous ne scanderions pas « Allende et Pinochet, même combat. »

Seulement, notre but est la révolution prolétarienne. Elle implique d'affronter la démocratie libérale, bourgeoise, de rompre avec elle, de s'organiser de manière indépendante. Elle implique aussi de clamer haut et fort la nécessité de ce combat.

Or, que font ceux qui tremblent devant Le Pen : immédiatement, ils et elles proclament que la république, la démocratie est menacée, qu'il faut remballer le drapeau rouge, sortir le bleu-blanc-rouge, marcher avec les démocrates et les libéraux contre le fascisme.

En somme, dès qu'un peu de tension apparaît, ils et elles se muent en démocrates plats, se réfugient derrière la police républicaine, se cachent derrière la bourgeoisie progressiste.

Dès qu'un durcissement apparaît, ils et elles se débandent et s'éparpillent en priant pour ne pas être déportés.

C'est là une manière de mal considérer les étapes.

Oui, les réactionnaires gagnent du terrain. C'est un fait. Oui, ils sont présents et leur idéologie dispose d'une assise.

Oui, la candidate frontiste dispose d'un appui dans la population.

Nous sommes dans une période de tensions internationales, de tensions liées à la crise. Nous sommes dans une période d'offensive délibérée du capitalisme, qui reprend ce qu'il a dû concéder lorsque les organisations ouvrières, communistes, révolutionnaires, étaient fortes. Le capitalisme se dépouille de ses concessions : assurance chômage, assurance maladie, conventions collectives...

Nous revenons à ce que Marx identifiait comme la tendance à la paupérisation relative et absolue. Nous sommes plus pauvres qu'avant, tant relativement qu'en valeur absolue, plus précaires, plus vulnérables.

C'est dans ce contexte que les organisations de lutte, les organisations du peuple doivent porter l'offensive, doivent attaquer la bourgeoisie et son ordre injuste, doivent se mettre à la tête de la colère populaire — ce que tentent de faire les fascistes.

Et que proposent ces « antifascistes » qui ne méritent pas leur nom ?

De défendre ce système, de défendre la démocratie bourgeoise.

Non, nous ne voulons pas de cette ligne pourrie.

S'abstenir et boycotter sont une étape : mais nous avons besoin de plus !

Il n'est pas possible de mettre sur le même plan le vote et le boycott. Nous ne pouvons considérer que l'une ou l'autre des positions est strictement équivalente. Boycotter de manière revendiquée est, pour les communistes, une manière de rompre avec la démocratie bourgeoise. Elle est une manière d'inciter à la confrontation, de dénoncer ce jeu pourri, de poser les fondations d'autre chose.

Car nous devons faire plus.

L'Unité communiste de Lyon porte le mot d'ordre d'opposition extra-parlementaire.

Nous considérons que nous avons une triple tâche, en tant qu'organisation communiste dans l'État français.

Nous en avons une dans la volonté de construire un Parti communiste révolutionnaire, capable de pouvoir traiter les questions politiques qui se posent à l'heure actuelle au sein de l'État français — y compris celle de la question des nations dominées et colonisées. Nous travaillons et voulons travailler avec les organisations communistes partageant notre fond commun, à la constitution de ce Parti.

Ce travail, nous le menons également vis-à-vis des masses, en particulier ouvrières, lesquelles sont la raison d'être de notre organisation. Nous ne sommes pas des opportunistes. Nous ne sommes pas une organisation qui a besoin des masses. Nous sommes dans la ligne de Mao : nous sommes là pour servir le peuple.

Une lutte en tant qu'organisation voulant mener la bataille idéologique, voulant reprendre le débat traversant toutes les organisations politiques engagées contre le capitalisme, voulant permettre à un débat positif, productif, et efficace d'être mis en œuvre pour triompher. Une lutte visant également à attaquer les positions retardées ou réactionnaires, les broyer, les éjecter. À l'inverse, permettre de systématiser le positif, de systématiser l'universel, de promouvoir ce qui est juste.

Mais les bases d'une certaine unité existent déjà. Elles existent autour de

lignes de démarcation simples. Le rejet de l'impérialisme français, le rejet du capitalisme, le refus du crétinisme parlementaire et du parlementarisme bourgeois.

Ces éléments simples suffisent à couler les fondations d'une opposition extra-parlementaire. Une opposition qui existe, hors des salons, hors des hémicycles, hors des bureaux de la bourgeoisie. Une opposition au sein de la société civile, formée des organisations politiques, des associations des syndicats. Une opposition qui peut s'exprimer d'une voix unique, forte.

- Une opposition qui doit devenir un centre de gravité en dehors du jeu des bourgeois.
- Une opposition qui combat l'hégémonie de cette classe.
- Qui oppose aux jeux pourris sa démocratie : directe, populaire, impérative.
- Sa légitimité : fondée sur la mobilisation des masses.
- Son organisation du pouvoir : fondé sur le modèle des soviets.
- Voici les tâches qui s'ouvrent à tous les militants honnêtes, dans cette période où le dégoût de la démocratie bourgeoise est fort, où l'abstention est imposante.
- Nous devons forger l'organisation des communistes et des sans-partis.
- Nous devons jeter les bases du rejet de la bourgeoisie !

OSER BRISER LA DICTATURE BOURGEOISE : RECONSTRUIRE LES ORGANISATIONS DE CLASSE ET DE COMBAT DU PROLÉTARIAT ET DU PEUPLE.

« En cette veille d'élection, le constat est sans appel, le réformisme est la force principale au sein de la société. Les organisations évoluant dans un cadre strictement borné par la démocratie bourgeoise sont majoritaires, hégémoniques. À cela, pas de surprise. À l'heure actuelle, il n'existe pas de pôle révolutionnaire au sein de l'État français suffisamment influent pour que ses idées agissent sur la société. De plus, la spontanéité des masses se tourne vers la réforme, l'amélioration du quotidien, de la vie de tous les jours, vers l'économisme. Dépasser ce stade demande plus que le vécu individuel, que le regard au niveau de l'horizon ; cela demande une prise de hauteur, apportée par la théorisation, par l'idéologie politique. Il s'agit d'un travail à part entière. Tant que les forces révolutionnaires — au sens très large — ne le font pas d'une manière efficace, il n'y a lieu de s'étonner de l'hégémonie réformiste. Pester, reprocher aux masses cela, ce serait faire un fort mauvais procès. Les thèses révolutionnaires, seuls les révolutionnaires sont en mesure de les apporter. »

PUBLICATION ORIGINALE EN AVRIL 2017
ÉDITÉ EN AVRIL 2024 PAR UNITÉ COMMUNISTE
POUR PLUS D'INFORMATIONS : UNITECOMMUNISTE.FR